



APRÈS LEURS MIRACLES...

# Beauce et Thetford

DOSSIER

P • 277  
 Bureau du dépôt légal, Dép. périodiques  
 1700, St-Denis  
 Montréal  
 Qué.  
 H2X 3K6

Quand une  
 anglophone  
 chante le  
 Québec  
 Entrevue avec  
 KAREN YOUNG

LE MAGAZINE DE VIE OUVRIÈRE

MARS - AVRIL 1993  
241 • 3,75 \$

# PO

PER  
 P-79  
 EX. 2



**On nous dit  
que la  
récession  
est finie...**

**Qu'en pensent  
les 750 000  
sans-emploi  
au Québec?**

**Ce qu'il faut, c'est des emplois,  
et ça presse!**



**Fédération  
des travailleurs  
et travailleuses  
du Québec**

**FTQ**

PHOTO: BENOÎT AQUIN



8



16  
Dessin de  
Claude Jutra

22



PHOTO: RÉNÉ BEAULIEU

*«Moi, ce qui m'intéresse surtout, c'est l'alternative à la contestation..., toujours!»*

Simone Monet-Chartrand  
†1919-1993

ÉDITORIAL 4

ENTREVUE 8

• **Karen Young**  
**UNE ANGLOPHONE CHANTE LE QUÉBEC**

Tous les anglophones ne se sentent pas ici en territoire conquis. Karen Young a cette sensibilité qui fait qu'on peut aimer cette grande musicienne totalement. Au-delà des modes et des joutes de pouvoir, elle choisit les causes les plus nobles et met sa voix à leur service.

EN MOUVEMENTS 14

• **Les féministes et le «beu» libéral**

VIE ET CULTURE 16

• **Claude Jutra sorti de l'oubli**  
• **Les sondages**

DOSSIER 22

• **BEAUCE ET AMIANTE**

**AU-DELÀ DES MIRACLES...**

Beauce et Amiante, deux régions voisines aux destins opposés. Deux modèles de développement qui ont façonné bien différemment l'histoire et la culture des gens. Dans les deux cas, l'heure des rêves et des miracles est passée. La recette est dépassée. Heureusement, des gens s'attellent à réinventer le modèle.

COURANTS D'ESPOIR 38

• **Protestants-es et francophones au Québec**

|                     |    |
|---------------------|----|
| BILLET              | 7  |
| CHRONIQUE INSOLENTÉ | 13 |
| BANDE DESSINÉE      | 13 |
| LIRE                | 20 |
| TOUR DU QUÉBEC      | 41 |
| QUÉBEC EN COULEURS  | 42 |

# ASSURANCE-CHÔMAGE:

PIERRE HAMEL

DEPUIS LA CRÉATION DU RÉGIME D'ASSURANCE-CHÔMAGE, LE PENDULE OSCILLE ENTRE UNE CERTAINE GÉNÉROSITÉ ET UNE PARCIMONIE CERTAINE.

**P**lus ça change plus c'est pareil! Lorsque l'État veut s'assurer des faveurs du bon peuple, il lâche du lest en octroyant des droits aux citoyens-nes. Mais au moment où la collaboration de ces derniers-ères cesse d'être indispensable à la réalisation des desseins du Prince, celui-ci n'éprouve aucune espèce de scrupule à retirer ses «largesses». Tant qu'il s'est agi de stimuler la consommation de biens et de services, via une meilleure redistribution de la richesse collective, l'État s'est préoccupé de mettre sur pied divers programmes sociaux. Ne garantissant que le minimum vital (par exemple le revenu), ils ne se sont pas moins distingués nettement des mesures d'ordre purement caritatif ayant fait jusque-là l'objet de l'action des pouvoirs publics. Ainsi le régime canadien de l'assurance-chômage, créé en 1940 dans la foulée d'un soutien tous azimuts à l'effort de guerre du Gouvernement d'alors.

Malgré de graves lacunes et l'exclusion de plusieurs catégories de travailleurs-ses, le régime de l'assurance-chômage encore en ses langes n'en mettait pas moins de l'avant un principe important en vue du développement de la sécurité sociale: celui de la reconnaissance des bénéficiaires marginaux en tant que gains reliés à la productivité des employés-es. Bien sûr, le contexte qui prévalait à ce moment était celui du plein emploi...

Dès 1986, le Rapport Forget, du nom du président de la Commission d'enquête sur l'assurance-chômage, enfourche le cheval de la guerre aux fraudeurs présumés. Pourtant, devant la stagnation du marché de l'emploi et la détérioration généralisée des conditions de travail, force est de constater qu'il ne sert à rien de jouer les Don Quichotte sur le dos de tous ceux et celles qui seraient peut-être tentés-es d'abuser du système. Placer le débat à ce niveau confine à la schizophrénie politique qui seule peut permettre de faire abstraction du vrai problème de fond: celui du sous-emploi chronique où s'enlise, à l'heure présente, 14% de toute la main-d'oeuvre active.

## VO : LE MAGAZINE DE VIE OUVRIÈRE

Fondé en 1951. Magazine d'information alternatif, au service des classes populaires, il traite de leurs conditions de vie et de travail, de leurs organisations, de leur culture et de leurs débats. VO s'inspire principalement du courant chrétien libérateur. Il est publié en collaboration avec la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC), le Mouvement des Travailleurs Chrétiens (MTC) et le Centre de Pastorale en Milieu Ouvrier (CPMO). Ses prises de positions éditoriales n'impliquent cependant pas ces organisations. Les articles publiés dans VO n'engagent que leur-s auteur-e-s-es.

**Conseil d'administration:** Michelle Asselin, Daniel Beaulieu, Esther Champagne, Paul-Émile Charland, Daniel Legault, Monique Tremblay.

**Comité de rédaction:** Diane Brulotte, Francesca Dalio, Guillaume Dostaler, Abdelhamid Gmati, Françoise Guay, Marc Valade, Pierre Viau. **Collaborations régulières et membres des sous-comités:** Nicole Brais, Jacynthe Chicoine, Guillaume Dostaler, François Gervais, Daniel Gingras, Pierre Hamel, Maryse Robert, Marc Valade, Pierre Viau.

**Rédaction en chef, coordination, promotion et publicité:** Jean Robitaille. **Pupitre et secrétariat de rédaction, visuel, montage des couvertures, comptabilité et rédaction:** Daniel Legault. **Gestion des abonnements et traitement de textes:** Ginette Gaudreault. **Représentation publicitaire:** Jean-Guy Renaud. **Photographie:** René Beaulieu. **Bande dessinée:** Vivian Labrie.

**Mise en pages:** Louise Gravel

**Impression:** Imprimerie d'Arthabaska inc.

**Distribution:** Diffusion Parallèle - Tél. (514) 525-2513

**Fréquence de parution:** 6 numéros par an

**Photos page couverture:** Benoît Aquin

**Grille de tarifs:**

Abonnement pour individu ou groupe populaire: 20\$/an ou 35\$/2ans

Abonnement institutionnel: 28\$/an

Abonnement de soutien: 28\$/an

Étudiant ou sans emploi: 14\$/an

À l'étranger (par avion), individuel: 25\$/an

À l'étranger (par avion), institutionnel: 33\$/an

Un numéro seulement: 5,10\$ (incl. frais de poste)

Les articles de la revue VO sont inscrits dans le répertoire analytique de presse *Points de repère*. Dépôt légal à Ottawa et à la Bibliothèque nationale du Québec. ISSN 0849-035X. Envoi de publication, enregistrement no.0220. Parution: no.241, 1er mars 1993.

Revue VO, 1212 rue Panet, Montréal (Québec), H2L 2Y7  
Téléphone: (514) 523-5998, télécopieur: 527-3403

# PARTAGER LES GAINS DE PRODUCTIVITÉ


DESSIN NICOLA LEMAY

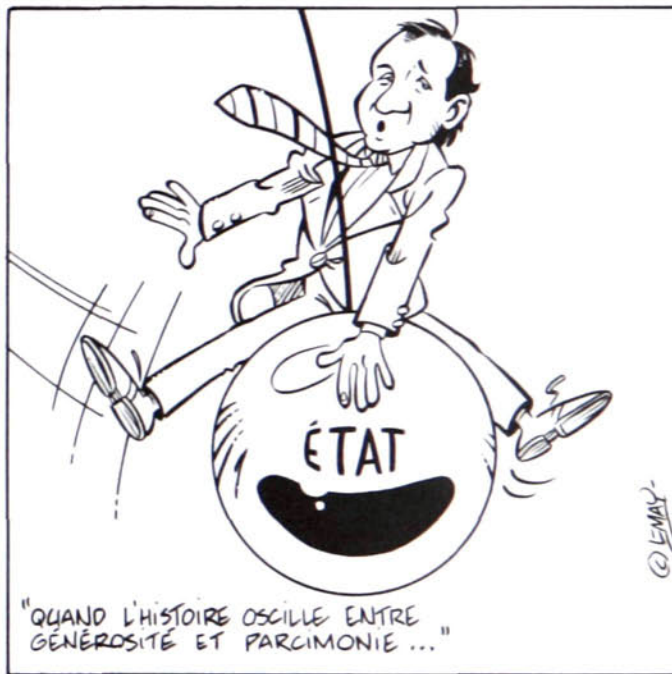
## LE DÉFICIT APPARTIENT AU GOUVERNEMENT

Afin de mousser sa réforme, le ministre Bernard Valcourt invoque l'argument-massue du déficit de la caisse de l'assurance-chômage, qu'il estime être de l'ordre de 2 milliards \$ pour l'année 1992-93. Et pour cause. Puisque le Gouvernement dont il fait partie n'a de cesse d'alimenter la récession et, par ricochet, le chômage endémique qui sévit partout au Canada. Peut-être le Gouvernement pourrait-il faire son examen de conscience tout en s'interrogeant sur son laxisme à l'égard des contribuables parmi les mieux nantis. Une étude de Statistique Canada (version non rendue publique par le Gouvernement) calcule que 44% de l'accroissement de la dette sont dus à l'augmentation des dépenses fiscales, tandis que 6% seulement ont trait aux dépenses sociales. Bien plus: cette mesure législative proposée, loin d'être un cas d'espèce, s'inscrit plutôt dans une stratégie d'ensemble du Gouvernement conservateur, qui vise à aligner toujours davantage ses politiques et grandes orientations sur le «libre jeu» des forces du marché.

Nous sommes les témoins d'un autre coup fourré de la part de ces gestionnaires à la petite semaine qui se croient chargés de procéder à la liquidation de la responsabilité sociale de l'État. La couleur politique, pas plus d'ailleurs que l'ordre de Gouvernement en cause, n'y change rien, comme en fait foi la prise de position du ministre provincial de la Main-d'oeuvre, André Bourbeau, qui adhère sans trop de questionnement à la philosophie de C-105, «la même que celle qui a prévalu dans la réforme de l'aide sociale».

Les effets prévisibles de la réforme Valcourt risquent de se traduire par une contraction encore plus poussée du marché de l'emploi, précisément à cause de l'arbitraire patronal érigé en système. Point n'est besoin d'être grand clerc pour prévoir de nouveaux sommets du nombre des sans-travail de même que ses répercussions sur l'appauvrissement de la population.

Bien plus qu'un simulacre de fronde dans les rangs conservateurs, le projet de loi C-105 nécessite une riposte musclée. Nul besoin d'ajouter ce fardeau supplémentaire dans l'héritage de mesures régressives que nous léguera bientôt le Gouvernement Mulroney. 



Ne manquez pas dans  
le prochain numéro...  
Mai-juin 1993

LE MAGAZINE DE VIE OUVRIÈRE

DOSSIER:

**Notre économie**  
**FORCES ET FAIBLESSES**

ENTREVUE:

**HAURIS LALANCETTE ET FILS**  
**De la campagne électorale**  
**à la campagne québécoise**



## CONTE DE PÂQUES

JOHANNE DORÉ



PHOTO YVES PROVENDIER

**I**l était une fois, une assistée sociale qui s'appelait Caroline. Elle avait deux enfants et recevait un micro-chèque pour les faire vivre.

Un jour qu'elle frottait un pot de beurre de «peanut», une arachide sortit du bocal et lui dit ceci: «Je suis la preuve vivante qu'on peut faire des miracles avec des peanuts. Je t'accorde trois voeux. Tâche

de les choisir *crunchy*.» Caroline était estomaquée. Mais elle était bien décidée de mordre dans sa chance.

Le premier sortit spontanément: «Je désire que le ministre Bourbeau, qui trippe sur les chevaux, soit transformé en étalon. Et qu'il s'étale de tout son long, en attendant que l'on daigne lui donner du foin. Une fois par mois, très peu de foin avec lequel il devra aussi nourrir, héberger et vêtir ses poulins. De plus, il y aura des galop-macoutes partout pour le t'checker dès qu'il fera un petit trot ou un petit «side line» de travers. Et gare à lui s'il partage son écurie!»

Caroline se lécha les babines, car la vengeance est douce au coeur de la jument. Un second voeu suivit aussitôt. «Je désire que tous les politiciens soient congelés immédiatement. Donc,

aucun d'entre eux n'aura droit à l'assurance-chômage, sauf s'il peut prouver qu'il a été victime de harcèlement sexuel, ce qui dans leur cas serait très douteux, étant donné le peu d'attraits de leur personne.

Et pour deux secondes, Caroline s'imagina dans les bras de Claude

Ryan. La main de Dieu lui caressait les cheveux. Tandis que l'autre main ministérielle taponnait sa personne. Caroline frissonna. «Halloween two» ou «Ryan the 13th», c'était pas sa tasse de thé.


Et alors, elle se rendit compte qu'il ne lui restait plus qu'un seul voeu. Elle se dit qu'elle s'essayerait avec une combinaison. Elle ferma les yeux et se mit à nommer. «Je désire de l'argent, de l'amour, de la santé, une vraie job, du succès scolaire, des voyages, du bonheur.» Elle ouvrit les yeux et fixa l'arachide qui n'avait pas bougé du pot. «Bon, c'est rendu que j'hallucine des changements asteur. Ça prouve que j'en ai ben besoin. Mais en attendant, j'ai pas d'argent. Aujourd'hui, c'est Pâques et j'ai deux petits cocos d'amour à gâter.» Et Caroline eut cette phrase suspendue: «Un jour y en a qui vont payer pour ça». Et alors, le bout de son nez se mit à bouger tout seul et Caroline comprit qu'elle se transformait en sorcière... Enfin elle allait pouvoir changer les choses! 

PHOTO YVES PROVENDIER



### NOTE DE LA RÉDACTION

Dans le dossier «télévision» de notre numéro précédent (n°240, janvier-février 1993), l'auteur de l'encadré *Une fenêtre rétrécie sur le monde* était également Claude Champagne. Par ailleurs, l'auteur a omis de mentionner que certains de ses paragraphes, tel le premier paragraphe de cet article, étaient tirés du livre de Lina Trudel *La population face aux médias*, paru chez VLB éditeur, à la fin de 1992.

Quant au paragraphe 6 de la page 35, les chiffres étaient tirés d'une communication de Madeleine Blais, présidente de l'ICÉA, au *Devoir* du 4 mars 1992.

En cours de production, ces références ont sauté. Nos excuses aux personnes concernées.

## KAREN YOUNG

KAREN YOUNG CHANTE DEPUIS  
PRÈS DE VINGT ANS.

UNE CARRIÈRE DISCRÈTE MAIS  
BIEN REMPLIE, QUI L'A MENÉE

DANS PLUSIEURS STYLES,  
DU JAZZ AUX CHANTS DU

MOYEN-ÂGE ET DE LA  
RENAISSANCE, EN PASSANT PAR

LE FOLK ET LE LATIN.

ELLE A FAIT SON CHEMIN

EN MARGE DU COMPROMIS

COMMERCIAL, PLUS SOUCIEUSE

DE FAIRE LA MUSIQUE

QU'ELLE AIME QUE DE

S'ALLIER UN PUBLIC

LE PLUS LARGE POSSIBLE.

QUAND UNE ANGLOPHONE CHANTE LE QUÉBEC  
EN MARGE DE LA GROSSE BUSINESS

GUILLAUME DOSTALER

PHOTOS : BENOÎT AQUIN

Elle a grandi à Hudson, sur la rive sud du Lac des Deux-Montagnes, région anglophone à forte tradition britannique. Aujourd'hui pourtant, son public est surtout francophone. Si cela peut surprendre, y compris elle-même, il reste qu'elle démontre dans ses propos une ouverture solidaire face aux francophones du Québec. Ça se sent dans ses spectacles aussi, le français y tenant une part importante. (Dans son dernier spectacle, elle chante notamment *Mommy*, popularisée par Pauline Julien, et *Lucky, Lucky* de Richard Desjardins.)

Quand on parle avec Karen Young, il n'y a aucun artifice. Mais de la sensibilité et de la franchise. Comme dans ses spectacles.

Karen Young a toujours chanté. Enfant, elle faisait partie de la chorale de l'église du village. «J'ai arrêté à 14 ans quand je suis devenue une petite délinquante. J'ai commencé à jouer de la guitare et du piano et à chanter du Joan Baez, Bob Dylan, Joni Mitchell et aussi à écrire des chansons. J'ai même enregistré un 45 tours: j'avais été découverte par un producteur de Toronto qui voulait faire de moi une grosse vedette, j'avais 18 ans...»

Mais elle a plutôt fait son *back to the land*. C'était le début des années '70. Enceinte, elle décide de s'installer à la campagne, comme bien d'autres à cette époque. Elle fait de l'artisanat, du tissage. Mais elle réalise que ce qu'elle veut, c'est chanter et travailler la musique sérieusement.

Après trois ans à la campagne, elle déménage à Montréal et elle s'y met.

## L'APPRENTISSAGE SUR LA SCÈNE

Et ce sera le début du *Bug Alley Band*, un groupe qui comptait quatre chanteurs et qui travaillait surtout les harmonies vocales. «J'ai beaucoup appris avec Bug Alley, on a fait toutes sortes de choses. C'est avec Bug Alley que j'ai découvert le jazz. Ça a été mon université. On apprend beaucoup sur la scène; chanter devant un public, les rencontres avec les musiciens, c'est très important. C'est comme ça qu'on développe ses goûts, son style.

Quand j'ai quitté le groupe après cinq ans, c'était parce que je voulais chanter solo.»

J'ai rencontré le contrebassiste Michel Donato et nous avons travaillé en duo. C'était un peu l'envers de Bug Alley: avec juste la contrebasse et la voix, j'avais plus de liberté. Maintenant, je suis revenue à des plus gros effectifs avec cinq musiciens et trois choristes.» Son style est aussi plus varié, englobant tout ce qu'elle a fait jusqu'à maintenant.

À l'époque de Bug Alley, elle travaille surtout sur les scènes de clubs. «Je faisais vraiment la vie de club, j'étais jeune. Après quelques années, j'ai décidé que je





## L'AUTO-PRODUCTION: MISSION DIFFICILE

Se produire soi-même est de plus en plus difficile pour un-e artiste, particulièrement en temps de récession. «Quand j'ai commencé, il y avait beaucoup d'endroits où jouer. J'avais des engagements chaque fin de semaine dans des clubs différents. Maintenant, il n'y a presque plus de clubs de jazz. C'est devenu plus difficile; il n'y a plus beaucoup d'endroit où on peut se produire et faire un peu d'argent.»

Présentement à Montréal, mis à part le circuit des Maisons de la Culture et les rares clubs de jazz, il n'y a presque plus de salles qui produisent des spectacles. Il faut louer les salles et se produire soi-même. Si l'artiste n'est pas sous contrat avec un gros producteur, c'est lui qui doit investir et prendre les risques. Seuls quelques gros débits de boisson, comme le Café Campus, la Brique ou les Foufounes Électriques<sup>2</sup>, qui font beaucoup de profit sur les ventes de bière, produisent encore des spectacles.

Auto-produire un album est aussi une entreprise risquée. Mais c'est souvent la seule avenue possible si on ne veut pas jouer le jeu des producteurs qui exigent généralement des concessions artistiques pour augmenter le potentiel commercial.

«Les productions, c'est comme un «status symbol». Si on peut mettre 250 000\$ sur la production d'un album, ça veut dire qu'on a beaucoup d'argent, donc qu'on est meilleur. Les petits produits, qui sont faits avec beaucoup de talent mais le dixième des moyens, sont mal considérés.»

«Dans le monde artistique, il y a les créateurs et les *entertainers* qui sont toujours plus populaires. Les créateurs ont besoin de patrons pour travailler. Avant, c'était l'Église ou la cour qui engageaient les musiciens. Maintenant, c'est les grosses compagnies ou le gouvernement qui subventionnent les artistes ou les événements artistiques.»

«Quand je jouais dans les clubs, mon patron c'était la SAQ et les compagnies de bière. Aussi, quand les clubs de jazz marchaient bien, la plupart étaient des *fronts* de cocaïne, ce n'était pas important de faire de l'argent avec la musique. C'était un peu comme dans les années '30, le jazz était subventionné par la drogue ou la consommation d'alcool. Maintenant ce sont les discothèques qui marchent et qui font vendre de la bière, ce ne sont plus les clubs de jazz.»

## CONSCIENCE SOCIALE ET COMPROMIS

Les gros événements artistiques, comme les festivals, sont généralement commandités par des grosses compagnies, ce qui provoque parfois des situations

ne chanterais plus toutes les fins de semaine dans les clubs et que je prendrais plus soin de ma santé.»

«Un jour, une amie m'avait invitée à venir chanter dans une chorale d'église pour 15\$ par dimanche. Je m'étais dit que c'était une occasion de pratiquer ma lecture musicale. La première pièce qu'on avait chantée était de la Renaissance et ç'a été une découverte. Je n'avais jamais écouté cette musique-là ni celle du Moyen-Âge ou de l'époque baroque. Et j'ai fait ça quelques années. C'était un peu bizarre de chanter dans les clubs le samedi soir et le lendemain d'aller chanter soprano à l'église, comme un ange.»

«J'ai aussi chanté quelquefois dans le chœur du Studio de Musique Ancienne de Montréal, quand ils avaient besoin de plus gros effectifs. Je l'ai fait pour le plaisir, pour l'amour de cette musique-là, même si je savais que je n'avais pas une carrière dans la musique classique. Le fait d'être soprano dans les chorales me faisait chanter trop haut pour ce que je voulais faire en jazz par exemple. Je voulais chanter dans un registre plus grave, et aussi développer un autre timbre de voix que celui de la technique classique.»



compromettantes pour les artistes qui y participent. «J'ai participé au *Concert pour nos rivières*, qui était organisé pour dénoncer les méga projets d'Hydro-Québec. Or la plupart des musiciens et chanteurs qui faisaient partie de ce concert allaient participer deux semaines plus tard aux *Francofolies*, événement subventionné entre autres par Hydro-Québec.»

«J'avais mentionné cela lors du concert pour expliquer les compromis que les artistes doivent faire pour pouvoir travailler. J'avais aussi ajouté que les musiciens qui participaient au Festival de jazz et qui étaient fiers de porter le *t-shirt* du festival pour montrer qu'ils y avaient participé, faisaient en même temps de la publicité pour Alcan, un des commanditaires dont le sigle apparaît sur le *t-shirt*. J'avais dit ça assez simplement en faisant de l'humour, sans dénoncer directement quoi que ce soit au sujet d'Alcan<sup>1</sup>. Depuis ce temps, le Festival de jazz n'a plus voulu m'engager. Ils m'ont dit qu'ils ne pouvaient pas accepter que l'on parle contre un de leurs plus gros commanditaires. J'ai été la seule qui ait souffert d'avoir participé à ce concert.»

Elle participe assez souvent à des concerts bénéfiques pour des causes dont elle se sent solidaire. «Je n'irais pas chanter dans un téléthon, parce que pour moi c'est de la grosse business. Je préfère les plus petits groupes qui ont vraiment besoin d'aide. Ce sont souvent eux qui peuvent faire le plus, parce qu'ils sont plus près de la population. Chaque fois, j'apprends quelque chose et je deviens plus consciente socialement. Même si souvent ils ne sont pas un succès financier, ces concerts servent à informer et à conscientiser.»

## CULTURE ET FESTIVALS

Depuis une dizaine d'années, les Maisons de la Culture ont fait leur apparition à Montréal. Et si elles donnent un bon coup de main à la culture locale, il y a aussi un revers à la médaille. «J'ai fait plusieurs Maisons, surtout avec Michel Donato. Les conditions techniques sont bonnes et les cachets assez intéressants. Mais le problème avec ce circuit, c'est qu'on habitue le public à venir nous entendre gratuitement. Et quand on essaie de se produire ailleurs, les gens se disent qu'on peut nous voir sans avoir à déboursier dans une Maison de la Culture



et souvent dans de meilleures conditions que dans un club par exemple.»

C'est un peu le même problème avec les festivals. «On est entré dans l'âge des festivals. Tout l'été, il y en a de toutes sortes. C'est beaucoup d'argent investi pour quelques gros événements. À chaque mois de juin, pendant le festival de jazz, les propriétaires de clubs sont très optimistes, c'est plein à craquer, tout le monde aime le jazz, et quand le festival se termine, ils commencent à perdre de l'argent et à l'automne ils ferment. Ça dure deux mois et c'est tout. En bout de ligne, ça peut nuire aux musiciens lo-

caux, même s'il y a des bons côtés à offrir des concerts gratuits et une bonne visibilité aux artistes.»

## NUL N'EST PROPHÈTE...

On a souvent entendu dire que pour un artiste francophone du Québec, il fallait d'abord connaître le succès ailleurs pour pouvoir en avoir ici. Il semble que ce soit la même chose pour les artistes anglophones. «Les Canadiens anglais ont le sentiment que les meilleurs artistes viennent des États-Unis. Il y a un manque d'amour-propre. C'est drôle parce que j'ai été adoptée par les franco-



phones qui composent la majorité de mon public.»

«Depuis dix ans, j'ai eu seulement une ou deux critiques sur moi dans les médias anglais, c'est comme si je n'existais pas. Je pensais que peut-être les anglophones ne venaient pas me voir parce que je parlais toujours français entre mes chansons. Je me dis qu'on est censé être dans un pays bilingue, mais pour plusieurs anglophones, le bilinguisme, c'est que les francophones parlent l'anglais. Aussi, un texte chanté est plus difficile à comprendre qu'un texte parlé. Alors pour chaque chanson en anglais que je fais, j'essaie de les expliquer un peu en français. Pour moi c'est très important.»

### MINORITÉ-MAJORITÉ


Elle est sensible à la situation du Québec dans l'ensemble canadien. Elle a aussi un point de vue critique face à ce qu'elle appelle une attitude arrogante de la majorité anglophone du Canada. «À Montréal, il est possible de vivre uniquement en anglais, comme dans une bulle. Les anglophones du Québec qui aiment vraiment vivre ici et qui cherchent à comprendre les francophones sont minoritaires.»

«Je crois que les Canadiens ont un problème d'identité. Ils sont soit américains, soit monarchistes. Ils se cherchent une identité pour se protéger du géant américain. Pour plusieurs, le Canada est une

espèce de *life boat* qui peut peut-être les sauver. Ceux qui ne veulent pas devenir américains sentent qu'ils ont besoin du Québec, mais la plupart ne veulent pas faire de compromis parce qu'ils sont la majorité. Ils sont aussi victime de l'influence des média qui sont souvent anti-

francophones. C'est l'arrogance de la majorité. Leur attitude pousse le Québec vers la séparation.»

«Je pense que les minorités sont plus créatives, parce qu'elles ont un plus grand besoin de s'affirmer. Il y a beaucoup de créateurs ici comparé au reste du Canada. Et je préfère faire partie d'une minorité ici que d'une majorité là-bas.»

Quand elle exprime ainsi son sentiment d'appartenance au Québec, on se demande comment son public, aussi francophone soit-il, pourrait ne pas s'y reconnaître... 

- 1 Retour à la terre.
- 2 En janvier '93, **La Brique** et les **Foufounes Électriques** parlaient à une semaine d'intervalle de fermer leur porte, et déclaraient faillite. Au même moment, le **Café Campus** décidait de ralentir considérablement sa production de spectacles. Cette coïncidence illustre assez bien la situation dans laquelle se trouve la scène montréalaise pour les productions de petite et moyenne envergure.
- 3 Après plusieurs années consécutives, Alcan a décidé de ne pas renouveler son contrat de principal commanditaire du Festival pour 1993.

## Les Métallos, un syndicat enraciné dans la région de l'amiante

Au début des années '80, le Syndicat des Métallos entreprenait avec succès une campagne internationale contre le bannissement de l'amiante. Aujourd'hui l'industrie connaît une remontée et la menace du bannissement est écartée.

Représentant la majorité des travailleurs dans l'industrie de l'amiante, les Métallos sont également présents dans d'autres secteurs d'activités comme chez Norcast, Bilco, Olimag, les éboueurs de Black Lake...

Les liens internationaux, la vie démocratique et l'autonomie des sections locales sont les caractéristiques qui favorisent l'adhésion au Syndicat des Métallos.





## CHRONIQUE INSOLENTÉ

# LA TERRE N'EST PLUS PLATE, LES COMMERCES OUVRENT LE DIMANCHE... À QUAND LA PREMIÈRE PAGESSE?

NICOLE BRAIS


**J**e m'étonne que Jean-Paul II n'ait pas réagi publiquement à la décision du gouvernement du Québec de permettre l'ouverture des commerces le dimanche. Et je m'étonne que Jacques Parizeau n'ait pas pensé à solliciter cet illustre appui dans ce débat où centrales syndicales et Conseil du patronat confondus lui ont fait défaut.

Jean-Paul II est sûrement bien trop occupé pour courir chez Eaton les brebis égarées. Le Vatican n'a d'ailleurs pas chômé dernièrement. Dans la morosité de la récession actuelle, les nouvelles du Vatican apportent une note humoristique si on accepte d'en rire plutôt que d'en hurler. Parler de «nouvelles» constitue en soi un paradoxe tant on joue dans la poussière du côté de l'Église catholique. Il est bien sûr réconfortant de

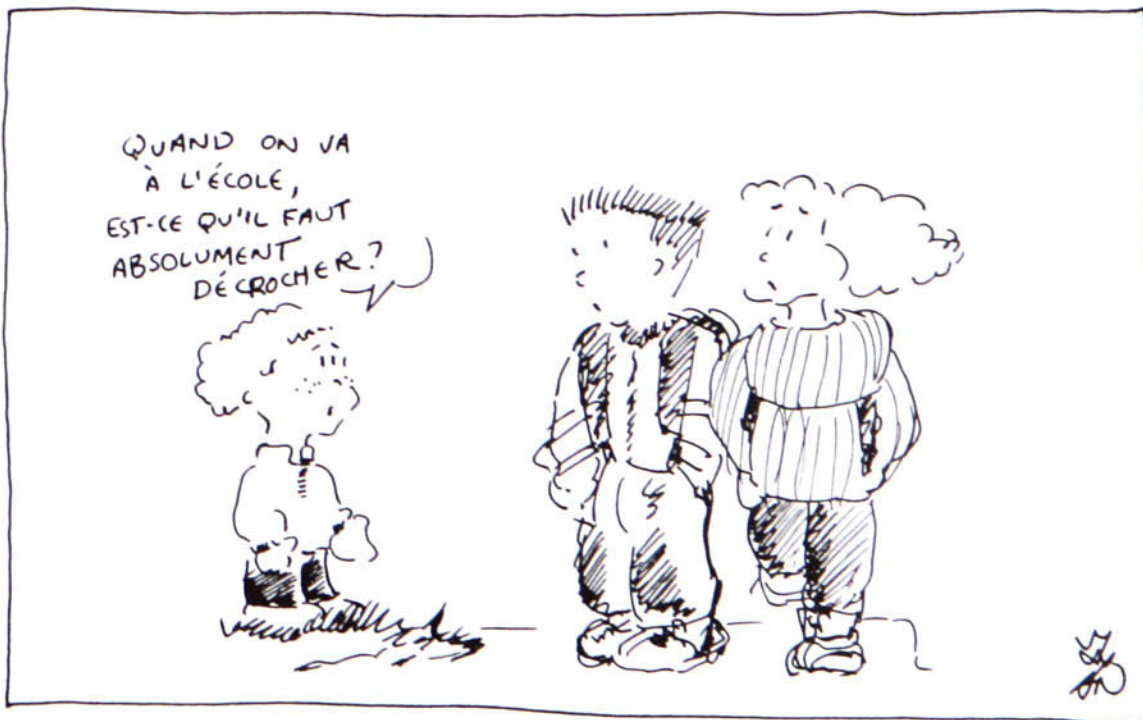
savoir que Galilée ait été réhabilité. Mais là s'arrête le progrès. On a revampé, travail de moine s'il en est un, le petit catéchisme, avec pas moins de 24 000 amendements en passant à côté de l'essentiel. S'il fallait excommunier tous ceux et celles qui vivent en union libre, qui ont eu recours ou pratiqué des avortements, qui ont divorcé, l'Église catholique baverait d'envie devant le membership du Club Price. Et pour mieux marquer le coup, on s'appête à béatifier une illustre inconnue qui a eu l'immense mérite de mourir suite à un quatrième accouchement pour avoir, en toute connaissance de cause, refusé un avortement. Une sainte innocente, oui. Et merci pour le modèle!

On ne peut demander à qui vit dans les boules à mites ou à mythes de s'inscrire dans la réalité. À défaut, on s'inscrit dans la Vérité

et dans l'Histoire (d'avant le vingtième siècle). Qu'on doive donner son appui à un gouvernement d'imposture et de dictature en Haïti n'est qu'un détail dont on ne s'accommode pas trop mal, je suppose, quand on exerce un double standard de moralité. Pourquoi renoncer à Satan, je vous le demande?

J'aurais bien aimé, malgré tout, avoir le Pape de mon bord pour une fois. Avec l'ouverture des commerces le dimanche, l'occasion était belle, malgré que nos raisons risquent fort d'être différentes. Que les paroisses soient désertes le dimanche ne m'empêche pas de dormir. Mais que les centres d'achat soient pleins de gens qui n'ont rien à y dépenser qu'un temps qu'ils pourraient mettre ailleurs... Religion pour religion, illusion pour illusion, je ne choiserais pas le lèche-vitrine. 

## LE MONDE VU D'EN BAS



# QUAND LE FÉMINISME SE FROTTE AU «BEU» LIBÉRAL

NICOLE BRAIS



TOUTE LA PROVINCE CONNAÎT LE MINISTRE CÔTÉ ET SA MANIÈRE COMBIEN SUBTILE ET DÉLICATE DE MENER SES DOSSIERS. ON POURRAIT PENSER QU'AVEC LES DOSSIERS D'ENVERGURE QU'IL MÈNE SUR LE MODE DE LA CONTROVERSE, COMME CELUI DE L'HÔTEL-DIEU, MONSIEUR CÔTÉ N'A PLUS DE TEMPS POUR LES MENUS PROJETS DE SON COMTÉ. ERREUR! IL VEILLE À CE QUE SES OUAILLES BÊLENT SUR LE BON TON. LES PERSONNES, QUI ONT TRAVAILLÉ À METTRE SUR PIED UNE MAISON D'HÉBERGEMENT POUR LES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE ET QUI ONT VU ANÉANTIR UN AN ET DEMI DE TRAVAIL CONSCIENCIEUX, ONT BIEN PAYÉ POUR L'APPRENDRE: MONSIEUR LE MINISTRE N'A PAS LE FÉMINISME EN ODEUR DE SAINTETÉ, QU'ON SE LE DISE.

L'initiative du projet revient à un policier du secteur communautaire de la Police de Charlesbourg. Le nombre de cas de violence conjugale justifiait amplement la mise en place d'une ressource sur le territoire de Charlesbourg. Cet homme sollicite la participation de personnes actives dans différents organismes: AFEAS, Carrefour des familles monoparentales de Charlesbourg, Cercle des fermières, CLSC, Violence-Info, Association féminine d'activités multiples, Conseil régional de pastorale des Laurentides, Commission scolaire de Charlesbourg, Rose du Nord, Ville de Charlesbourg, lesquels forment une table de concertation. Les hommes, le policier et un médecin, forment une minorité au sein du nouvel organisme. Dès le départ, des femmes reconnues pour leur engagement féministe sont sollicitées et la majorité des personnes sont connues de leur député de comté, étant engagées dans plusieurs organismes du milieu.

treprises. Démarches techniques de recherche de financement, de bénévoles, d'une maison... et démarches de réflexion visant à définir la philosophie d'intervention de la future maison d'hébergement. En mars 1991, M. Côté verse à l'organisme un don de 10 000\$, à même le budget discrétionnaire du Ministère de la santé et des services sociaux (MSSS).

En février et mars 1992, on adopte formellement les orientations de la maison. On y privilégie une analyse et une intervention féministes auprès de femmes victimes de violence conjugale et on définit la maison d'hébergement de Charlesbourg comme une ressource alternative<sup>1</sup>. Il s'agit, après avoir répondu à la situation de crise, de miser sur le potentiel des femmes pour leur redonner une prise sur leur vie. Cela ne va pas sans une critique de la société patriarcale et de ses valeurs et stéréotypes.

## 95 000\$ INACCEPTABLES

Entre février 1992, moment de la première assemblée générale pour l'adoption

des orientations, et novembre 1992, plusieurs membres de la table de concertation démissionnent, un don de 95 000\$ obtenu d'une communauté religieuse lui est retourné à l'initiative d'un membre démissionnaire, le Ministère de la santé et des services sociaux refuse catégoriquement de financer le projet... et on annonce dans l'*Infobourg* de novembre 1992 l'ouverture de la Maison du Coeur, maison d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale et leurs enfants, reconnue par la ville et le MSSS<sup>2</sup>. On retrouve sur le CA intérimaire les membres démissionnaires, dont la porte-parole de la table et le maire Ralph Mercier lui-même! Vous comprendrez qu'il s'agit ici d'un nouveau projet et qu'on n'y parle certainement plus d'approche féministe.

Qu'est-ce qui explique qu'un projet sur le point d'aboutir après un an et demi de travail soit boudé et qu'on assiste à la mise sur pied presque instantanée d'une nouvelle maison d'hébergement? Cherchez du côté du ministre Côté. Alors que la table de concertation jouissait au dé-

part de la sympathie du Ministre, une série d'événements peuvent expliquer son revirement. En octobre 1991, profitant d'une demande de financement, la table de concertation appuie la lutte du regroupement provincial des maisons d'hébergement pour hausser leur financement. En décembre 1991, l'attachée politique de M. Côté, absente de la table depuis neuf mois, y revient. Afin d'éviter les conflits d'intérêts, il est voté à l'unanimité qu'elle ait un statut d'observatrice et qu'elle se retire au moment des

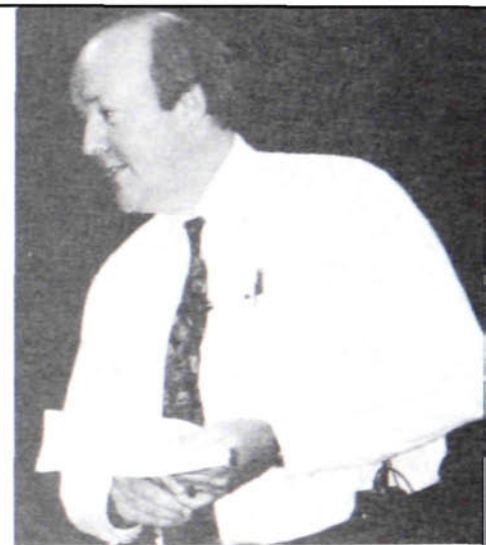



discussions concernant le MSSS et le bureau de comté. Cela n'a pas eu l'heur de plaire à M. Côté qui informe l'organisme qu'il retire son attachée politique.

#### PRÉSENTEZ-VOUS «SEULE»

Dans les suites de cette décision, à la demande de l'organisme, M. Côté accepte de rencontrer la porte-parole de la table qu'il connaît bien, mais «seule». Une lettre faisant état de cette rencontre ne laisse aucun doute sur les véritables motifs de sa défection et sur les pressions exercées sur la porte-parole pour que l'approche féministe soit abandonnée. On y lit ceci: «Votre organisme n'a pas su faire la démonstration que son projet visait uniquement à soutenir, reconforter et sécuriser les femmes...», et «... je vous invite vous personnellement à me présenter, si vous êtes toujours intéressée, un autre projet pour une maison...». Ce qui fut proposé fut fait, reçues la bénédiction du député et la subvention de la communauté.

Les personnes qui sont demeurées à la table de concertation, malgré leurs convictions, ont fait l'analyse qu'elles per-



draient leur temps à essayer de combattre l'ingérence politique de M. Côté dans les projets de son comté. Elles ont choisi de fermer le dossier, non sans avoir voulu faire connaître publiquement les dessous de cette histoire. Il y aura bel et bien une maison d'hébergement à Charlesbourg. Mais pour ce qui est du changement de mentalité, on sera passé à Côté. 

- 1 Orientations de la Table de concertation sur la violence conjugale à Charlesbourg, Charlesbourg, octobre 1991, p. 2.
- 2 *Infobourg*, Vol. 16, no 13, novembre 1992.

Les emplois de bureau et professionnels ne sont-ils pas indispensables à l'entreprise?

Pour une reconnaissance véritable, un  
**REGROUPEMENT**  
s'impose !



*Syndicat des employées et employés professionnels et de bureau,*  
*Section locale 57, SIEPB, CTC-FTQ*  
1265, rue Berri, #630, Montréal, Qc H2L 4C6  
5000, boul. des Gradins, #120, Québec, Qc G2J 1N3  
Téléphone: [514] 288-6511 - [418] 622-5170  
Télécopieur: [514] 288-6511 - [418] 623-9932



# LES ARCHIVES DE CLAUDE JUTRA:

# DESSINS SAUVÉS DE L'OUBLI

JACINTHE CHICOINE

ON SE SOUVIENT DE CLAUDE JUTRA COMME L'UN DES PIONNIERS DU CINÉMA QUÉBÉCOIS; AU-DELÀ DU CINÉASTE, SES ARCHIVES NOUS

FONT DÉCOUVRIR UN ARTISTE VERSATILE. CLAUDE JUTRA ÉTAIT

PASSIONNÉ PAR L'ILLUSTRATION DE LA VIE, IL FAISAIT DES FILMS, DE LA PHOTOGRAPHIE, DE LA PEINTURE ET DU DESSIN.



PERSONNE  
AVEC CERCEAU.  
ENCRE NOIRE, 1959  
DATE ESTIMÉE.




PHOTO: SERVICE DES ARCHIVES DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL, FONDS CLAUDE JUTRA, 46P, BOÎTE 2149C14

**E**n 1984, Claude Jutra a fait don d'une partie de ses archives au Service des archives de l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Nous y avons choisi quelques exemples représentatifs des divers types de dessins que l'on retrouve dans ses archives.

Lors du traitement des archives de Claude Jutra, tous ces dessins ont été traités de façon à les préserver le mieux possible.

Claude a consacré sa vie à la communication; par ses films, ses photos, ses dessins, il nous parlait des enfants, des difficultés d'être adulte, de la folie et du bonheur.

L'oubli est un mal terrible qui frappe autant les personnes que les sociétés. Les services d'archives, en constituant, conservant et diffusant un patrimoine culturel, luttent contre l'oubli. La diffusion d'archives, comme celle d'autres fonds, contribue à garder vivante notre mémoire collective. Les archives de Claude Jutra sont précieuses. S'il ne les avait pas confiées à un service comme celui de l'UQAM, il ne resterait que des articles de journaux, et ses films. Or, ces deux supports sont difficiles à conserver. Il resterait aussi les souvenirs des gens, mais l'oubli joue de bien vilains tours. 

(Nous tenons à remercier le Service des archives de l'UQAM pour sa collaboration.)

CES TROIS DESSINS CI-CONTRE ONT  
VRAISEMBLABLEMENT ÉTÉ RÉALISÉS OU DU MOINS  
INSPIRÉS PAR UN SÉJOUR DE CLAUDE JUTRA EN AFRIQUE  
POUR LE FILM NIGER JEUNE RÉPUBLIQUE.



FEMME AFRICAINE DANSANT.  
DESSIN À L'ENCRE RÉALISÉ EN 1962



FEMME AFRICAINE ET SON ENFANT.  
DESSIN À L'ENCRE RÉALISÉ EN 1962



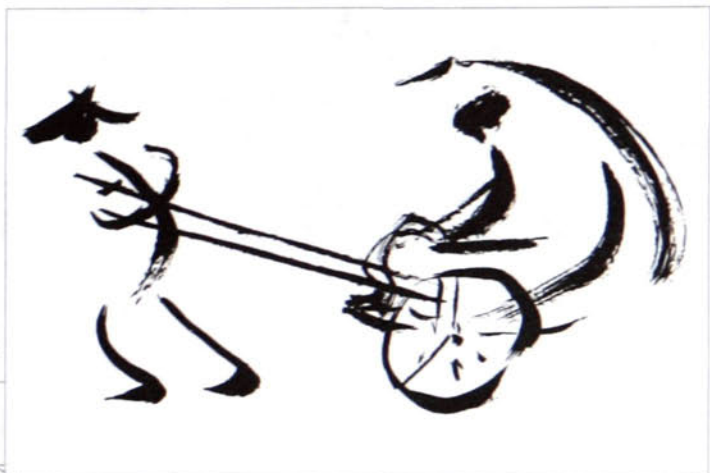
ENFANT AFRICAIN, ENCRE NOIRE, 1962  
DATE ESTIMÉE.



DESSIN AU CRAYON DE PLOMB RÉALISÉ EN MARS 1957, QUI NOUS RAPPELLE *PIERROT DES BOIS*, UN FILM DE CLAUDE JUTRA, SORTI EN 1956



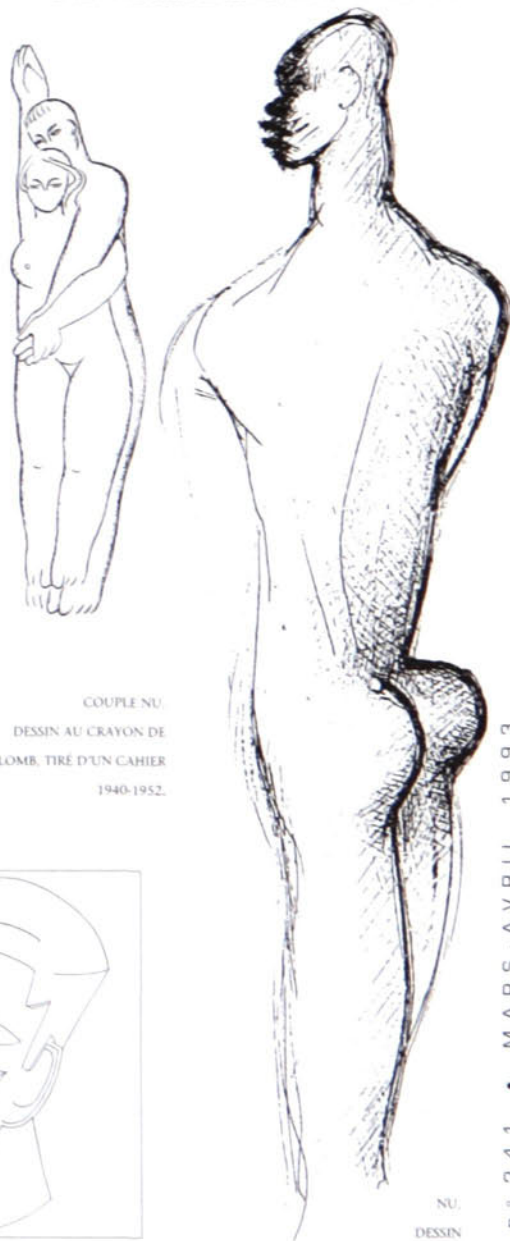
OISEAUX À L'ENCRE NOIRE, 1958 DATE ESTIMÉE.



ENCRE NOIRE, DESSIN SANS DATE D'INSPIRATION ORIENTALE.



ENCRE NOIRE ET CRAYON DE PLOMB, 1957 DATE ESTIMÉE. PLUSIEURS AUTRES DESSINS REPRÉSENTENT DE TELS CORPS AUX FORMES ALLONGÉES.



COUPLE NU, DESSIN AU CRAYON DE PLOMB, TIRÉ D'UN CAHIER 1940-1952.



DESSIN D'ARCHITECTURE D'INSPIRATION EUROPÉENNE, 1957-1958 DATES ESTIMÉES.



DESSINS À L'ENCRE NOIRE INSPIRÉS DES SCOUTS, TIRÉS D'UN CAHIER DE DESSINS 1940-1952. CLAUDE A FAIT PARTIE DES SCOUTS, C'EST D'AILLEURS POUR CE MOUVEMENT QU'IL RÉALISE SON PREMIER FILM *LE DÉMENT DU LAC JEAN-JEUNES*. EN 1948, SOUS SON NOM DE SCOUT: PORC-ÉPIC. À LA CAMÉRA: HÉRON ARTISTE, C'EST-À-DIRE MICHEL BRAULT.



VISAGE, ENCRE NOIRE, TIRÉ D'UN CAHIER DE DESSINS 1940-1952.



VISAGE, TIRÉ D'UN CAHIER DE DESSINS 1940-1952.

NU, DESSIN AU CRAYON DE PLOMB, DÉCEMBRE 1963.

# LES SONDAGES: SYMPTÔME D'UN NOUVEAU POUVOIR

FRANÇOIS SAVARD

LA VIE POLITIQUE DES DERNIÈRES DÉCENNIES EST MARQUÉE PAR L'OMNIPRÉSENCE DES SONDAGES. PLUSIEURS S'INTERROGENT SUR LEURS CONSÉQUENCES. SONT-ILS FIABLES? SONT-ILS DES OUTILS DE CONNAISSANCE? SONT-ILS DES MOYENS D'INFLUENCE? DE MANIPULATION?

**O**n peut faire aux sondages trois critiques. Premièrement, ils renforcent l'idée qu'il y a accord dans la population sur la pertinence et la façon dont les problèmes doivent être posés. Deuxièmement, ils renforcent l'idée que d'avoir une opinion est à la portée de tous, et que toutes les opinions se valent, alors qu'en réalité certaines personnes répondent spontanément à toutes les questions, par opposition à certaines autres qui sont plus concernées, se sont plus informées ou y ont réfléchi. Les sondages sont donc des miroirs partiellement déformants de la réalité.

Malgré certaines limites, il demeure que les sondages permettent de saisir les tendances politiques, économiques, sociales et culturelles d'une population. Lorsque vient le temps d'une cueillette d'informations, ils se comparent avantageusement à de nombreuses autres sortes d'enquêtes. Leur utilisation est souple, rapide, efficace et relativement peu coûteuse. Ce sont ces qualités qui ont fait d'eux un outil largement employé en marketing, en politique, en recherche et dans les médias. De fait, aucun leader politique ne peut sous-estimer les sondages publics, ou les sondages internes de son parti, pour planifier ses actions.

## EN MATIÈRE DE GOUVERNAIL

Les dirigeants politiques s'y réfèrent ré-

gulièrement afin de bâtir leurs stratégies et prendre des décisions. Toutefois, il est erroné de croire que nous sommes gouvernés-es par ceux-ci. Ils ne sont qu'un élément parmi d'autres. Les partis politiques sont contraints par de multiples autres facteurs: leur idéologie, leur programme, la fonction publique, les ressources financières, leurs alliés politiques, le lobbying, les groupes de pression et la conjoncture internationale.

Par exemple, on dit souvent de Robert

Bourassa qu'il dirige par sondages. Pourtant, suite à l'échec du lac Meech, tous les sondages étaient unanimes sur le désir de souveraineté des Québécois-es. Les experts politiques exprimaient sans aucune réserve que Bourassa aurait facilement gagné un référendum sur cette question. Or, la souveraineté est contraire à l'idéologie du Parti libéral du Québec. On connaît la suite de l'histoire.

À cette simple utilisation du sondage comme étant un élément stratégique

PHOTO: NATIONAL RESEARCH PROJECT OF THE WORKS PROGRESS ADMINISTRATION, 1936



## DE LA NUIT DES TEMPS AUX SONDAGES

(F.S.) Depuis que les êtres humains vivent en société organisée, il existe un besoin d'informations quantifiées sur les populations. Les premiers recensements datent de quelques millénaires. Les informations obtenues par ceux-ci étaient particulièrement utiles pour gérer les collectes d'impôts et pour évaluer les forces militaires.

Ce besoin évolua au cours de l'histoire. Au début du XIXe siècle, deux journaux états-unis (le *Harrisburg Pennsylvanian* et le *Raleigh Star*) firent le premier essai de prédiction systématique du résultat d'une élection. Ils organisèrent un vote de paille. À l'occasion de l'élection présidentielle de 1824, ils invitèrent leurs lecteurs à découper un bulletin de vote dans leur journal et à le retourner par la poste, ils placèrent des urnes à la sortie des bureaux et ils interrogèrent les gens dans la rue.

Durant plus d'une centaine d'années, plusieurs techniques de recherche sur l'opinion publique seront en compétition. Toutefois, l'histoire retiendra le nom de George Horace Gallup (et de son institut états-unien d'opinion publique fondé en 1935) comme père des sondages. La particularité de la méthode Gallup consiste à utiliser un échantillonnage de seulement quelques milliers d'individus minutieusement choisis à partir de facteurs socio-économiques. Le résultat de l'élection présidentielle de 1936 démontra que la technique par échantillonnage de Gallup était beaucoup plus précise qu'un vote de paille qui pouvait compter jusqu'à 10 millions de répondants.


Dès lors, les spécialistes suivirent cet exemple. Aujourd'hui encore, le sondage (comme technique de cueillette de données auprès d'un échantillon en vue d'une généralisation à l'ensemble d'une population) possède certains avantages sur ses ancêtres. Beaucoup plus précis qu'un vote de paille, il se distingue d'un recensement en étant plus rapide et moins coûteux. 



PHOTO: TOM MFAVOY. «FRANKLIN D. ROOSEVELT», 1938

parmi d'autres, la médiatisation des sondages a profondément transformé le jeu politique. C'est ainsi qu'à la notion plus ou moins vague de volonté populaire, utilisée par des politiciens qui s'en disent les porte-parole, à cause de leur élection, s'oppose la notion d'opinion publique utilisée par les

journalistes et fabriquée à l'aide d'une technologie scientifique. Les dirigeants politiques doivent maintenant «répondre» de leurs actions à chaque nouveau sondage, alors qu'autrefois, dans la mesure où ils évitaient les crises politiques, ils n'avaient qu'à le faire aux élections.

### MIROIR, DIS-MOI...

La notion d'opinion publique a fait de l'image médiatique une des priorités du politicien. À la lutte des idées et au travail des organisations, s'est joint le marketing politique comme élément central de la course au pouvoir. Il a d'ailleurs largement dépassé le cadre des partis politiques. Les groupes de pression et tous-tes ceux-celles qui tentent de modifier la répartition du pouvoir s'y intéressent de plus en plus.

Un exemple fort éloquent de ce marketing

### POUR EN SAVOIR PLUS (BIBLIOGRAPHIE):


**Pierre BOURDIEU**, *L'opinion publique n'existe pas*, dans «*Questions de sociologie*», Éditions de Minuit, Paris, 1980, pp. 222-235.

**Patrick CHAMPAGNE**, *Le cercle politique; Usages sociaux des sondages et nouvel espace politique*, dans «*Actes de la recherche en sciences sociales*», no. 71-72, mars 1988, pp. 71-97.

**Vincent LEMIEUX**, *Les sondages et la démocratie*, Institut québécois de recherche sur la culture, Québec, 1988, 122 pp.

**Hélène MEYNAUD**, et Denis DUCLOS, *Les sondages d'opinion*, Éditions La Découverte, Paris, 1985, 127 pp.

politique est la campagne médiatique qu'ont menée les Cris au sujet de leur opposition au projet hydroélectrique de Grande Baleine. Les Cris ont retenu les services de firmes de relations publiques depuis 1988 pour plusieurs centaines de milliers de \$. Douglas Frith, premier vice-président de la firme Hill & Knowlton, explique la nature de ces services: «Nous avons fait des sondages d'opinion, aidé les Cris à bien se présenter aux médias (*media training*) et à développer leur stratégie médiatique au Canada et aux États-Unis»<sup>1</sup>. Ce cas, parmi de nombreux autres, illustre l'importance grandissante de l'information et de la communication.

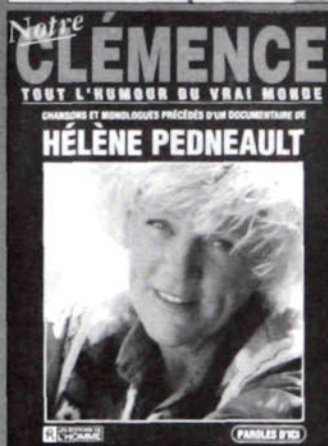
De fait, l'avènement de la télévision et du marketing politique a diminué l'importance de la possession du capital et de la terre (respectivement essentielle à l'époque industrielle et au Moyen Âge) au profit de la possession de l'information comme premier atout de la course au pouvoir politique. L'utilisation fréquente des sondages est tout simplement symptomatique d'une société post-industrielle où priment l'information et la communication. 

1 D'après un article intitulé *Comment les Cris ont planté Hydro*, dans «L'Actualité», 15 décembre 1991, pp. 46-50 et 1er mars 1992, p. 13.

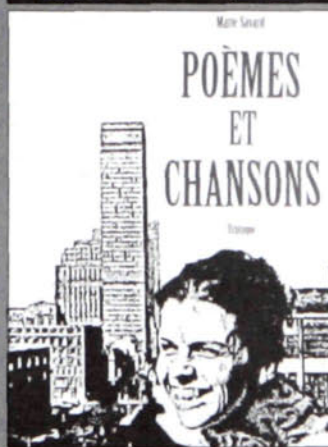
# L



David LONERGAN, *La Bolduc, la vie de Mary Travers*



Hélène PEDNEAULT, *Notre Clémence, tout l'humour du vrai monde*



Marie SAVARD, *Poèmes et chansons*



Germaine DUGAS, *Germaine Dugas chante...*

**Pour de la formation  
vraiment populaire**



- Formation en organisation
- Formation en communication
- Formation pour les intervenants psychosociaux

*Sessions à date fixe et sur mesure*

1212, rue Panet, Montréal (Québec)  
H2L 2Y7



(514) 524-3561

• David LONERGAN, *La Bolduc, la vie de Mary Travers*, éd. Isaac-Dion, en collaboration avec le Musée de la Gaspésie, 1992, 212 p.

• Pierre DAY, *Une histoire de La Bolduc, légendes et turlutes*, VLB éd., 1991, 132 p.

• La BOLDUC, *Soixante-douze chansons populaires*, édition préparée et présentée par Philippe Laframboise, VLB éd., 1992, 218 p.

Une toute petite maison d'édition vient de sortir la meilleure biographie, à date, de Mary Travers-Bolduc. En 212 pages compactes, David Lonergan passe beaucoup plus de temps sur la période 1915-1931, c'est-à-dire juste avant et juste au début de la carrière de La Bolduc, qui émergeait d'un milieu et d'une vie ouvrière typiques. Simple, précis, l'auteur ne perd jamais de vue le contexte socio-économique. Il n'hésite pas non plus à rapporter des détails réalistes, que d'autres avaient négligés par sens moral ou par discrétion. Ainsi, le

Hélène PEDNEAULT, *Notre Clémence, tout l'humour du vrai monde*, Éd. de l'Homme, 1983, 447 p.

C'est une ancienne de *La Vie en Rose* qui a écrit, quant à elle, sur celle que Lonergan appelle «la fille spirituelle de La Bolduc», Clémence Desrochers. Qui a écrit avec un gros JE, qui prend beaucoup de place. A réussi le tour de force de révéler deux artistes né-

Marie SAVARD, *Poèmes et chansons*, éd. Triptyque, 1992, 96 p.

À peine avais-je entendu parler d'elle. Puis, face à face avec son livre, je l'ai entendue me parler de son Québec, de ses amours, de ses défaites et des injustices du pouvoir sur un peuple.

Elle prend parole, dénonce la crise d'octobre '70. J'avais 6 ans à l'époque et vivais loin des situations dont elle relate les remous. Certes. Elle me rappelle pourtant la révolte et le courage de l'insurrection. Je relirai.

[MARJOLAINE ALAIN, CHANSONNIÈRE]

# CHANSONS DE FEMMES: CHANSONS D'ELLES

grand accordéoniste Montmarquette était «presque toujours éméché», que Mme Bolduc laissait peu d'argent à la banque (comme la plupart des Québécois-es de l'époque méfiant-es des financiers), et beaucoup d'argent, caché, dans son logement, que ce sont des postes de radio concurrents de CKAC (où elle collaborait) qui l'appréciaient beaucoup moins et pointaient «en ondes sa vulgarité, ses fautes de français et son style campagnard».

Comme Karen Young, La Bolduc était anglophone d'origine. Ses compositions s'alimentaient à la musique irlandaise des anglophones autant qu'aux sources françaises. Mais la communauté anglophone du Québec l'a toujours ignorée,

gligés, autant le père-poète Alfred que sa fille. L'auteur fait aussi un rapprochement entre Clémence et La Bolduc, côté «émotion de femmes».

Un livre-ramassis comme il s'en fait moins, avec plein de redites, et plein de passages superbes. Une véritable revue de presse. Un recueil d'hommages de personnalités. Une belle brique de 725 grammes de papier, mais avec une typo-

Sylvie TREMBLAY, *Sylvie Tremblay... un fil de lumière*, éd. Trois, 1992, 109 p.

Avec un «Fil de lumière», Sylvie Tremblay nous tisse, en format unique, des images qui bercent la vie.

Elle aime. Elle le dit et ça l'enchant. À lire, on se reconnaît, on s'entend presque penser et on savoure le mot juste. À l'entendre, on s'émeut, ça ne peut faire autrement. Sa voix magnifique résonne et rappelle les vents du nord et les parfums de l'été.

Elle joue avec les rêves, même les plus fous, parce qu'elle sait qu'on peut y toucher. Elle brode pour nous un voile de vérité. Envie de lui dire Merci!

[M. ALAIN]

même après quelques essais dans cette langue (pp.114-115). L'ouvrage comprend les textes d'une trentaine de chansons et une discographie pratique.

Rhéal Benoit avait publié, en 1959, une première biographie de «La Bolduc» aux Éditions de l'Homme. À cette époque, le style lyrique et romancé était courant. Il est moins excusable pour VLB, qui publiait en septembre '91 *Une histoire de La Bolduc*, de Pierre Day, et pour le film d'Isabelle Turcotte *Madame La Bolduc*. Avec la collaboration du folkloriste Philippe Laframboise, VLB publiait aussi, en septembre '92, les textes de 72 chansons.

[DANIEL LEGAULT]

graphie à erreurs que n'aurait pas acceptée un-e artisan-e.

Clémence s'est fait prendre au piège des variétés. Le sérieux et l'écriture lui ont été dès lors interdits par bien des critiques. Tant pis. Elle dit, fièrement: «Je veux bien être un écrivain, mais un écrivain sonore et physique».

[D. LEGAULT]

Germaine DUGAS, *Germaine Dugas chante...*, éd. Trois, 1991, 96 p.

La photo sur la couverture d'un recueil de ses chansons me ramène à quand j'avais 8-9-10 ans... Je la trouvais belle, indépendante, aventurière. Ses textes – 1958 à 1991 – c'est la vie, sa vie. Poésie disant les choses, sans détours, surtout pour ce qui est de l'amour: fou, du couple s'enlisant, l'amour qui attend l'apprivoisement, l'absence, l'amour qui se replie, se cache, renaît. Mais «Il faut marcher vers l'avenir, vers le bonheur – Sans t'attarder à regarder souffrir ton cœur», ce qu'elle a fait. Ses textes de chansons me font soudain curieuse d'entendre leur mélodie.

[GINETTE GAUDREAU, MUSICIENNE]

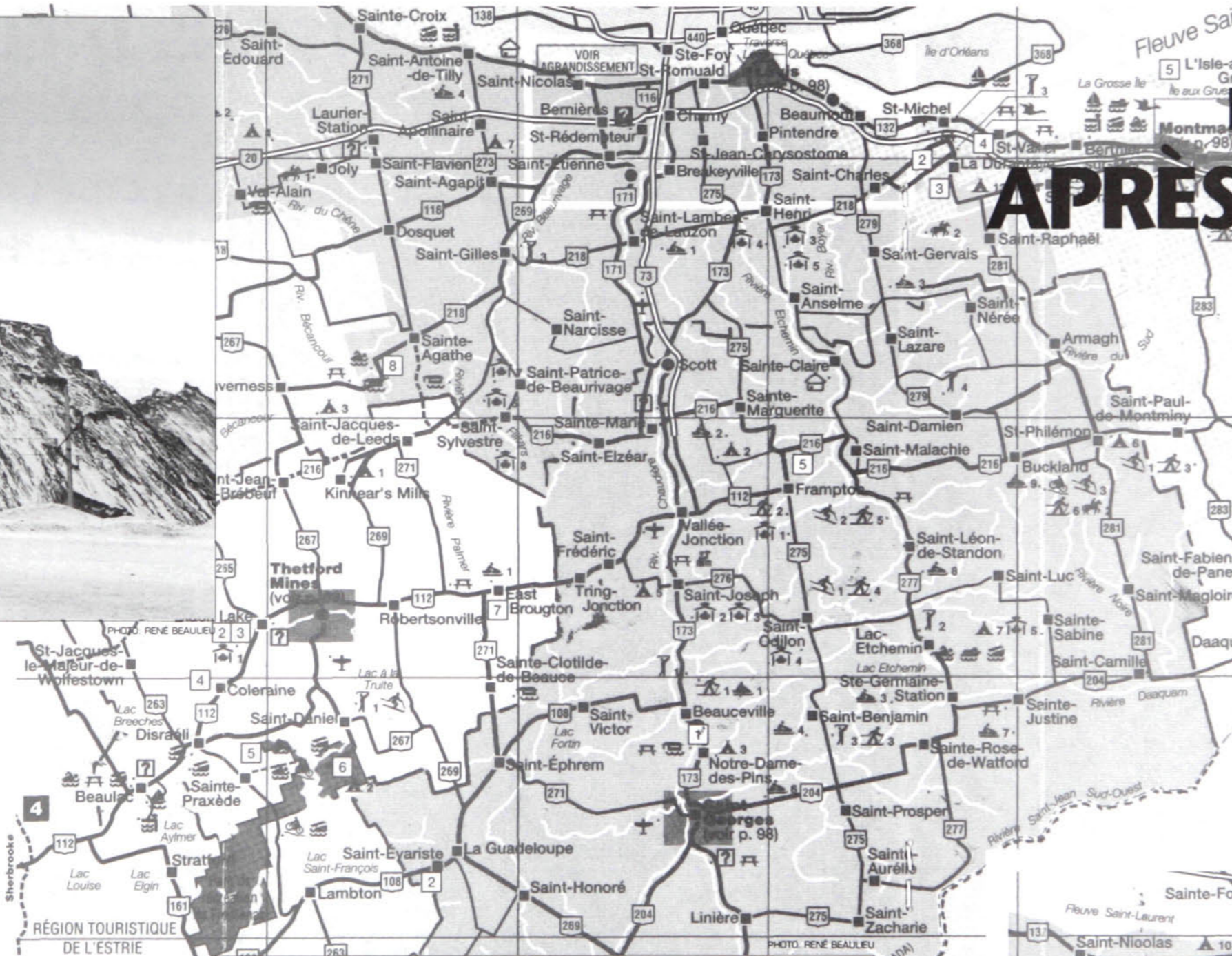
# BEAUCE ET AMIANTE: APRÈS LES MIRACLES

BEAUCE ET AMIANTE, DEUX RÉGIONS VOISINES AUX DESTINS OPPOSÉS. DEUX MODÈLES DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE QUI ONT FAÇONNÉ BIEN DIFFÉREMMENT L'HISTOIRE ET LA CULTURE DES GENS. ET, POURTANT, DANS LES DEUX CAS, L'HEURE DES RÊVES ET DES MIRACLES EST PASSÉE.

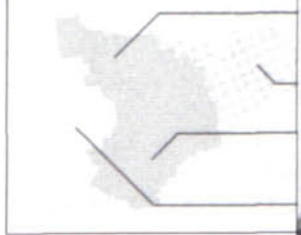
EN BEAUCE, VÉRITABLE ROYAUME DES PME, DU MONDE BESOGNEUX, À L'ESPRIT ENTREPRENANT, VOUS ACCUEILLE. MAIS LE MIRACLE ÉCONOMIQUE, QUI A FAIT L'ORGUEIL DE LA RÉGION, EST ESSOUFFLÉ. LA RECETTE EST DÉPASSÉE. HEUREUSEMENT, DES GENS S'ATTELENT À RÉINVENTER LE MODÈLE.

À THETFORD-MINES, DANS LA RÉGION DE L'AMIANTE, LES MINES OCCUPENT ENCORE L'AVANT-SCÈNE, ELLES SONT DE TOUTES LES CONVERSATIONS. CETTE INDUSTRIE S'EST EFFONDREE SOUS LES ATTAQUES DOUTEUSES DES ENVIRONNEMENTALISTES ÉTATS-UNIENS AU DÉBUT DES ANNÉES '80. PUIS ELLE S'EST RELEVÉE DE CETTE CRISE, DÉFIANT LA RATIONALITÉ ÉCONOMIQUE QUI CONDAMNE LES VILLES MONO-INDUSTRIELLES. AUJOURD'HUI, THETFORD COURT LES CONCOURS...

UN DOSSIER PRODUIT PAR JEAN ROBITAILLE



Les sous-régions



# FINI LE MIRACLE!

JEAN ROBITAILLE

LES ENTREPRISES PLAFONNENT, PLUSIEURS PME N'ONT PAS PRIS LE VIRAGE TECHNOLOGIQUE, ET LE LIBRE-ÉCHANGE À TROIS SE PRÉPARE À RENTRER DANS LE CORPS DE PLUSIEURS ENTREPRISES BEAUCERONNES SI UN SÉRIEUX COUP DE BARRE N'EST PAS DONNÉ.

**L**a Beauce, par son dynamisme économique, a servi de modèle pendant longtemps. On admirait les statistiques: taux de chômage de 5%, presque deux fois moins de gens sur l'aide sociale que dans l'ensemble du Québec et une structure industrielle qui reposait sur une multitude de PME (94% des entreprises ont moins de 20 employés-es).

Mais attention, les règles du jeu sont changées et ce qui a fait la force de l'économie beauceronne pendant plusieurs décennies pourrait bien vite se retourner contre elle.

## LA PALME DE LA SOUS-SCOLARISATION

Au pays des statistiques, la Beauce remporte une autre palme, terriblement plus dramatique: sa population est la moins scolarisée du Québec! 58,5% de la population n'a pas de diplôme d'études secondaires. «Et quand on sait que le Québec se classe au 10e rang à ce chapitre au niveau canadien et que le Canada est au 17e rang des pays industrialisés, on prend conscience de l'ampleur de nos problèmes à l'heure de la concurrence internationale et de la mondialisation des marchés», souligne Roger Carette, directeur général de la Commission scolaire, un de ceux et celles qui brasse fort la cage pour changer la situation.

«On a beaucoup d'entreprises qui se sont développées avec le seul dynamisme de leurs fondateurs. Elles ont besoin d'une injection de savoir-faire», affirmait André Langlois, directeur général du Conseil économique de Beauce en septembre 1991. Dans un reportage du *Journal de Québec*, le directeur général de la Scierie Jules-Laflamme, Michel Busque, posait le même diagnostic. «Plusieurs entreprises risquent de manquer le bateau avec des employés expérimentés mais

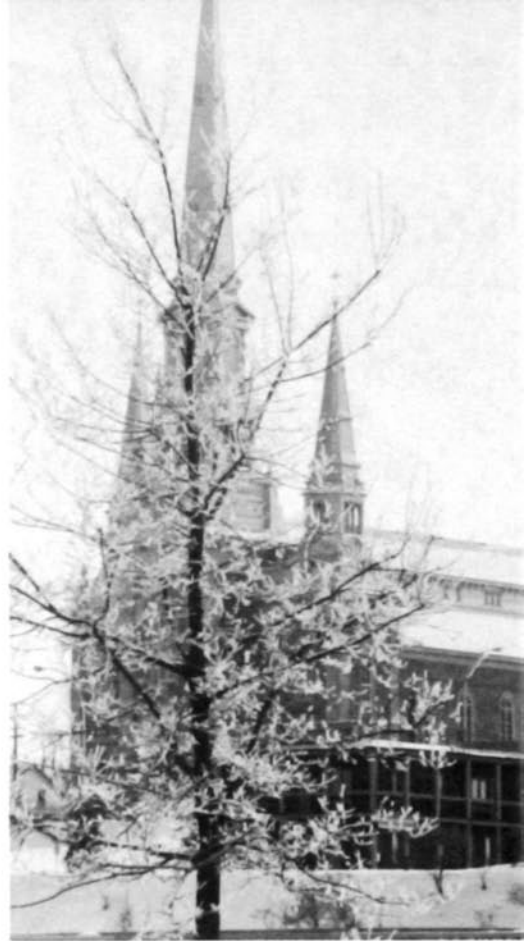


PHOTO: RENÉ BEAULIEU

faiblement scolarisés ou trop peu spécialisés. «On n'est même pas capables de réparer ni même d'entretenir les machines électroniques qu'on a.» Tout le problème est là: le miracle économique beauceron, si on peut l'appeler ainsi, est essoufflé. Et la recette va devoir être modifiée.

## LA BEAUCE EN BREF...

JEAN ROBITAILLE

**L**a Beauce doit son développement à la rivière Chaudière. Sur les rives de ce cours d'eau aux débordements légendaires, les paroisses, villes et villages ont poussé depuis deux siècles et demi. Les activités agricoles, industrielles et commerciales de la région ont suscité la constitution de trois pôles.

### TROIS PÔLES LE LONG DE LA CHAUDIÈRE

Au nord, **Ste-Marie**, deuxième ville en importance avec ses 10 000 habitants-es, est aussi la plus ancienne. C'est là que *Culinar* (les petits gâteaux *Vachon*) est installé. Le plus gros employeur de la région avec ses 900 travailleurs-ses. Ste-Marie, c'est aussi le centre administratif; si proche de Québec (à moins de 30 minutes), que bien des fonctionnaires qui viennent y travailler résident dans la région de la capitale.

Au centre, la MRC **Robert-Cliche**, où 96% du territoire est

## LE CARACTÈRE DU MIRACLE

Regardons plus précisément ce qui a caractérisé le miracle économique beauceron: une grande quantité de PME dans des secteurs d'activité assez diversifiés; une utilisation intense de main-d'oeuvre non-spécialisée et sous-scolarisée; des travailleurs-ses peu syndiqués-es et qui ont des revenus inférieurs à ceux de la province; un niveau de mécanisation des industries qui accuse en général un retard d'une quinzaine d'années sur les évolutions technologiques; tout cela heureusement accompagné d'un esprit d'entrepreneuriat et d'une volonté de concertation plutôt exemplaires.

Au plan social, il y a sensiblement moins de prestataires de la sécurité du revenu. Plus de gens qu'ailleurs se débrouillent sans emploi formel ni aide de l'État. La «jobbino» est à l'honneur. Malgré un taux de population active peu élevé en regard de la moyenne québécoise, seulement 3,1% de la population de la région recevait de l'aide sociale en 1988, alors que le taux provincial était de 5,9%.

## UN RECLASSEMENT

La récession a peut-être été ressentie moins fortement en Beauce qu'ailleurs au Québec, mais les taux de chômage de moins de 5% sont, sauf exception, choses du passé. Ils avoisinent plutôt les 10 ou 11%. Les travailleurs-es entre 35 et 44 ans ont tout particulièrement écopé. Le

nombre de prestataires de l'assurance-chômage dans cette tranche d'âge a effectivement augmenté de 44,5% entre 90 et 91.

Autre phénomène inquiétant, les jeunes qui poursuivent leurs études à l'extérieur de la région auraient tendance à ne pas revenir travailler en Beauce parce que les salaires y sont généralement moins élevés. Les ex-employés-es de *Culinar* sont aussi confrontés-es à des baisses de salaire. Gilles Martin, président du syndicat, explique: «Le problème se pose avec notre comité de reclassement. Il est presque impensable pour nos gens mis à pied de retrouver dans les PME des conditions de travail comparables.» Luce Morand qui est directrice du **Centre femmes** de St-Georges en a fait l'expérience. «Quand je suis arrivée dans la région, les postes qu'on m'offrait me faisaient reculer de dix ans au niveau salarial.»

«Le *cheap labouring*, ça ne peut plus marcher dans la région. Les entreprises d'ici vont devoir comprendre qu'on ne battra jamais le Mexique là-dessus», affirme avec lucidité et ironie Roger Carette. «On ne peut plus maintenir notre productivité en tablant sur des salaires bas. C'est la compétence de la main-d'oeuvre qui va garantir une productivité concurrentielle.



**Pour contrer son problème d'éducation, la Beauce a maintenant un cégep, installé dans l'édifice de l'ancien Séminaire.**

Et des employés plus spécialisés, ça se paye», poursuit-il.

## DÉFI-ÉDUCATION 2000

Ceux et celles qui dressent un portrait aussi cru de la situation socio-économique de la Beauce ne restent évidemment pas les bras croisés. Roger Carette, entre autres, est en train de déplacer quelques montagnes. Les responsables du projet *Défi-Éducation 2000*, qui vise à contrer ce phénomène, ont bien compris que les mentalités à l'égard des études doivent changer. Le groupe s'attaque donc depuis trois ans à faire comprendre à la population que l'on ne pourra plus juste compter sur ses bras pour réussir. Trois grands facteurs expliquent la sous-scolarisation: 1- l'absence de cégep et d'université dans la région, 2- l'attitude pas très positive des parents et des enfants à l'égard de l'école et 3- les pratiques

consacré à la culture, au pâturage et aux forêts. **Beauceville et St-Joseph-de-Beauce** constituent les zones urbaines de ce milieu surtout agricole. Les industries du bois, du textile et de l'imprimerie y sont tout de même assez florissantes. C'est la zone la moins densément peuplée de la Beauce.

Au sud, tout près de la frontière états-unienne, **St-George**, la grosse ville de la Beauce avec une population de 20 000 personnes et certaines grosses industries comme *Canam Manac* qui embauche 400 personnes. Le nouveau cégep Beauce-Appalaches et le centre universitaire y sont installés. Ils offrent également des cours dans les principales municipalités environnantes. C'est la capitale économique régionale. La récession l'a touchée plus durement que le nord de la Beauce où l'agro-alimentaire et la fonction publique ont pu mieux y faire face. La région de St-George, sauf pour les produits métalliques, repose sur des marchés plus fragiles comme le textile, les vêtements et le bois ouvré.

## L'HISTOIRE DES JARRETS NOIRS

André Bélisle, «écolo» du coin, aime les histoires de la Beauce. C'est donc le bon gars pour nous expliquer l'origine du surnom des jarrets noirs. «Il y a 150 ans les chemins étaient «pas évidents» pour se rendre à Lévis. Proche de Lévis, y'a des plaines marécageuses. Alors quand les cultivateurs beaucerons arrivaient pour vendre leur *stock* au marché, le monde de Lévis disait, «Tiens, v'là les jarrets noirs!» Mais c'est aussi ce relatif isolement de la région qui explique que les gens, repliés sur eux-mêmes, aient développé cette débrouillardise légendaire pis qu'ils se soient bâtis des entreprises dans toutes sortes de domaines pour répondre à leurs différents besoins. Ça donne une activité industrielle pas mal diversifiée mais une attitude un peu xénophobe.»

d'embauche des employeurs qui favorisent le drop-out. Comme le taux de chômage est peu élevé et que les *jobs* ne sont pas spécialisés, les employeurs n'hésitent pas à aller chercher les jeunes dans les écoles secondaires pour leur offrir des jobs. Une commissaire d'école soulignait récemment que «des filles qui travaillent dans les *shops* obtiennent leur plaque de dix ans d'ancienneté à 24 ans.»

Il a fallu s'attaquer tous azimuts à ces différents problèmes. La première chose fut de doter la région d'un cégep public. Depuis deux ans, les jeunes ont donc accès au Cégep Beauce-Appalaches qui remplace le Séminaire de St-Georges. On y accueille actuellement 12 250 étudiants et on prévoit 1 500 inscriptions pour septembre 93, soit le double de ce que l'ancien Séminaire recevait. Les avantages du cégep public sont incontestables: gratuité scolaire, accès au fonds de l'éducation des adultes, au fonds d'immobilisation et au fonds de recherche.

On a ensuite créé un Centre d'études universitaires qui, de concert avec l'Université Laval et l'UQTR, offre des programmes de baccalauréat à temps plein en Administration et en Enseignement et qui offrira en 94 un baccalauréat en Sciences.

«L'autre gros morceau, précise Roger Carette, nécessitait un changement de mentalité des gens. Avec Défi-Education 2000, on s'est promenés dans toutes les municipalités pour aller passer le mes-

sage suivant: "Si vous ne voulez pas que votre région meurt, faut changer votre mentalité face à l'école et à la formation professionnelle".»

### UN CENTRE INTÉGRÉ

La formation professionnelle avait aussi besoin d'être révisée. «Il y avait tout un ménage à faire dans notre carte d'options professionnelles du secondaire», reconnaît Roger Carette. «On a abandonné la restauration et l'agriculture puis on a ajouté mécanique industrielle, dessin technique, soudage, etc.» Le joyau de toute cette opération c'est le futur Centre intégré de mécanique industrielle qui comblera sept options de formation professionnelle du secondaire, deux du Cégep et des ressources universitaires pour faire de la recherche appliquée.

La problématique est clairement posée et les défis ont été bien

ciblés. Une à une, les pièces du puzzle vont se mettre en place. L'ultime défi, c'est de ne pas laisser le momentum actuel s'étioler, me disait Roger Carette. «Parce qu'on n'a pas le droit de manquer notre coup.»

### Ste-Marie, centre administratif.

PHOTO: DANIEL LEGAULT



### LA DEUXIÈME VAGUE DE COLONISATION AU QUÉBEC

La colonisation de la Beauce correspond à la deuxième vague de colonisation au Québec. Tout de suite après l'axe du fleuve St-Laurent, ce sont les bords de la Chaudière qu'on a attaqués. À ce moment-là, les Abénakis, nation fort accueillante, peuplaient le territoire. André Bélisle souligne que «les Abénakis étaient *squeezés* entre les Français et les Anglais. Ils étaient évidemment sur les bonnes terres, les premières qui ont été prises.» Aujourd'hui, il n'y a plus d'Abénakis dans la région mais il reste pas mal de Beauceronsnes qui ont été métissés-es. «T'as juste à regarder la physiologie de pas mal de monde ici. Ceux qui ont les cheveux noirs pis les yeux noirs, y'a de l'abénaki là-dedans!»

### SI PROCHE DES «ÉTATS»

En Beauce, on est tout près des États-Unis. On le sent bien,

la frontière n'a jamais été très étanche, libre-échange ou pas. La route principale qui longe la rivière Chaudière s'appelle le chemin du Président Kennedy; en 1775, le général États-Unien, Benedict Arnold, et 600 de ses soldats en route pour affronter les Britanniques à Québec ont profité de l'hospitalité des familles de cultivateurs; du temps de la prohibition, les fermes de la Beauce furent de hauts lieux de travail des *bootleggers* qui approvisionnaient des États-Uniens assoiffés-es; mais il y a aussi toutes ces familles beauceronnes qui, autour de 1850 et ensuite vers 1930, ont tenté de trouver un avenir meilleur aux États. Tout cela a évidemment créé des liens.

La Beauce a également profité dès ses débuts de l'arrivée d'immigrants-es d'Europe. Au début du 19<sup>e</sup> siècle, les villages comme Scott et Frampton ont été peuplés par les Irlandais-es et les Écossais-es qui se sauvaient de leurs problèmes avec la Reine d'Angleterre.




PHOTO: A.D. COLEMAN

Adrien Ouellette et son épouse, à l'époque où il était maire de St-Joseph-de-Beauce.

# UNE MENTALITÉ TRADITIONNELLE

(J.R.) Besogneuse et aventurière, la mentalité beauceronne demeure tout de même attachée à des valeurs et des pratiques assez traditionnelles. À preuve, la télé communautaire de Ste-Marie vous offre à tous les soirs, de 18h30 à 19h, le chapelet en famille.

Le célèbre père Gédéon était loin d'être un «homme-rose»; ses contemporains ne semblent pas vouloir renier la tradition. Il est ainsi très rare d'entendre des Beaucerons prendre la peine de féminiser leurs propos. On parle abondamment des «gars qui travaillent» ou des «cultivateurs qui ont tant défriché».

Luce Morand, directrice du Centre femmes, explique combien il semble difficile pour bien des femmes d'oser pénétrer dans leur local situé dans un édifice bien en vue au centre-ville. «Faut combattre bien des préjugés contre le féminisme. Les femmes ont peur que les gens sachent qu'elles viennent ici. "Le monde va penser que j'ai des problèmes à la maison", disent-elles. Les valeurs traditionnelles sont encore bien ancrées ici.» Les Beaucerons auraient pourtant de bonnes raisons de réclamer un peu plus d'équité. Le revenu personnel moyen des Beaucerons était, en 1986, de 7 536\$ contre 9 303\$ pour l'ensemble des Québécoises. 



# LA GUADELOUPE À L'AVANT-GARDE

JEAN ROBITAILLE

LA GUADELOUPE EST EN TRAIN D'INVENTER UN MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE POUR LES PETITES MUNICIPALITÉS COMME ELLE. CE VILLAGE EST À L'AVANT-GARDE DU VIRAGE QUE LA BEAUCE DOIT PRENDRE.

J'ai su à La Guadeloupe qu'on ne devrait pas parler de miracle économique beauceron. Ce dynamisme économique propre à la Beauce n'a rien de miraculeux. Il est fait de dévouement et d'audace. Une audace et une détermination qui frisent parfois même la prétention. Faut dire qu'en ces temps de récession qui n'en finit plus de finir, le seul fait de maintenir le taux de chômage en bas de 5% provoque une fierté mal camouflée à La Guadeloupe. Cette petite municipalité de 1 800 âmes possède dorénavant un avantage quand vient le temps de convaincre les jeunes de revenir au village après leurs études en ville: des jobs les attendent à La Guadeloupe!

## RAMENER LES JEUNES

Il n'y avait pas de crise quand les gens ont décidé de s'organiser pour favoriser la création d'emplois. Mais une inquiétude profonde les habitait, celle de voir leurs jeunes partir pour ne plus revenir. Pour ramener à La Guadeloupe les jeunes partis s'instruire en ville, il fallait ajouter quelques attraits à la qualité de vie propre au monde rural.

On n'a pas eu peur d'investir dans l'amélioration des services municipaux. Alors que nos gouvernements, à Québec comme à Ottawa, essaient de nous faire vivre dans la hantise des dettes et des déficits, le conseil municipal de La Guadeloupe a

osé emprunter pour développer les services et attirer de nouveaux résidents dans ce village situé au sud-ouest de la Beauce.

## UN BUREAU DE POSTE EN PÉRIL?

Il y a effectivement quelque chose d'étonnant à retrouver dans une municipalité de moins de 2 000 habitants-es deux banques et une caisse populaire, deux concessionnaires d'autos, des tas de PME, un CLSC et..., espèce en voie de disparition en milieu rural, un bureau de poste! De quoi rendre jaloux-ses les citoyens-nes de tous les St-Clément du monde entier... L'existence de ce bureau de poste a d'ailleurs été menacée il y a quelques années. Mais comme les Beauce-

rons-nes ne font jamais les choses comme les autres – à leur plus grand plaisir –, ils ont choisi d'«occuper» autrement leur bureau. «C'est quoi le problème? C'est le volume de ventes qui n'est pas assez grand? C'est simple, on va en acheter plus de vos services», ont-ils répondu en chœur à la Société des Postes. Et voilà que cette surprenante rationalité économique a eu raison du déficit du bureau de poste qui fait maintenant de l'argent.

## LE ROYAUME DES PME


Le modèle de développement industriel de La Guadeloupe repose dorénavant sur la présence d'un grand nombre d'entreprises. Au royaume des PME, rien ne fut négligé pour les accueillir. «Notre culture d'entreprise s'inspire de la mentalité des vieux cultivateurs habitués de défricher.» Pas question d'attendre des solutions de l'extérieur. «On n'a pas une mentalité de col bleu comme à Trois-Rivières. On n'a pas le temps d'attendre.» En fait, les gens de La Guadeloupe préfèrent miser sur les petites entreprises, propriétés du monde de la région. On se rappelle encore de la faillite de *Boaski*, en 1978 qui a mis en chômage 250 personnes d'un seul coup. Une catastrophe. Les ouvriers spécialisés qui étaient venus de l'extérieur pour travailler chez *Boaski* sont repartis pour se trouver de l'ouvrage ailleurs. Avec les PME, on compte bien éviter de revivre une telle situation. Y'en a une qui ferme de temps en temps mais c'est plus facile de la remplacer. 

PHOTO: RENÉ BEAULIEU



**La Guadeloupe, municipalité de 1 800 âmes, réinvente le miracle beauceron. Située sur les hauts-plateaux des Appalaches, La Guadeloupe doit son nom à la Vierge de la Guadeloupe.**

# L'IDÉE DE LA CORVÉE

JEAN ROBITAILLE

C'EST PAS LA RECETTE DU  
BEUCERON QU'IL FAUT  
CHERCHER, C'EST CELLE DES  
BEUCERONS, PARCE  
QU'ILS FONT ÇA EN GANG.

C'EST PAS L'HISTOIRE  
D'UNTEL QUI A RÉUSSI, C'EST L'IDÉE DE LA CORVÉE. LE  
GOÛT DU RISQUE ET DE L'AVENTURE. DU PLAISIR  
D'ENTREPRENDRE ET DE RÉUSSIR. TU APPELLES UNE  
PERSONNE POUR QU'ELLE TE PARLE DE LA SOCIÉTÉ DE  
DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DE LA GUADELOUPE  
(SDIG), ET ILS SONT QUATRE POUR TE RECEVOIR. LE  
MAIRE, LE DIRECTEUR DE LA CAISSE POPULAIRE QUI EST  
ÉGALEMENT PRÉSIDENT DE LA SDIG, LE SECRÉTAIRE  
EXÉCUTIF DE LA MUNICIPALITÉ ET L'ENTREPRENEUR.

Ces quatre gars de La Guadeloupe sont typiques. Depuis presque dix ans, ils ont lancé avec passablement de succès divers projets pour stimuler l'établissement de nouvelles petites et moyennes entreprises dans leur municipalité<sup>1</sup>. Au-delà de leurs réalisations collectives, ces personnages sont intéressants parce qu'ils nous révèlent, chacun à leur façon, ce qui anime et caractérise l'esprit beauceron. Bien avant que la concertation ne devienne le dada qu'on connaît, ces gens-là savaient d'expérience qu'en se mettant ensemble et en évitant de se tirer dans les pieds l'un de l'autre, ils avaient plus de chances de réussir. Ils semblent également porteurs de quelque chose comme le sens du devoir envers la communauté, vous savez, ce qui fait souvent si cruellement défaut aux politiciens comme aux hommes d'affaires. «En tant que leaders, on a une responsabilité sociale à assumer, disent-ils. On ne peut pas juste regarder le train passer. Faut prendre des décisions. L'histoire jugera si elles étaient bonnes.» À travers eux, on découvre l'âme beauceronne.

## LES SECRETS DE L'ÂME BEUCERONNE

**Robert Toupin, l'entrepreneur.** Propriétaire d'*Envirofibre*, la seule entreprise québécoise qui fabrique les cloches de récupération de papiers ou de bouteilles. C'est celui qui défriche en premier, qui brasse les affaires quand ça devient trop tranquille à son goût. «Nous autres on aime ça quand ça vire.» Bonhomme sympathique, audacieux, il n'a pas hésité à abandonner sa confortable *job* de courtier d'assurances (qui lui garantissait ses

trois parties de golf par semaine) pour se lancer dans l'aventure de la fabrication des cloches. En pleine récession, il a misé tout son argent et sa maison. «C'est un peu stressant, mais c'est l'un des plus fun pis ça marche!»

**Marc-André Doyle, secrétaire municipal.** C'est l'intellectuel, celui qui planifie et organise, l'esprit scientifique du groupe. Celui aussi qui est conscient des mentalités à changer pour réussir. «Faut être prêt à envoyer sa fille au Cégep en ville, avec son auto, sa boîte de pilules pis son appartement.» Lui aussi a été piqué par l'esprit d'entrepreneurship. Il vient tout juste de fonder *Logiciels performances*, une toute petite entreprise qui se spécialise dans les services de gestions informatiques adaptés aux besoins des petites municipalités.

**Le maire, Joseph-Marie Pépin,** agriculteur prospère. Proche de la retraite, il ne donne pas l'impression de vouloir se reposer. Doté du gros bon sens des gens de la terre, il est préoccupé de l'avenir de son coin de pays. Il dit les choses simplement et directement. C'est lui qui convainc la population d'appuyer les projets et qui ose prendre les risques politiques quand c'est le temps. Les choses sont claires pour lui: quand on veut récolter quelque chose, il faut semer puis travailler pour l'avoir.

**Donald Veilleux, directeur de la caisse populaire.** Initiateur de toute la démarche. «Notre plus belle réussite, c'est d'avoir réveillé le monde d'ici et des villages alentour.» Dès 1984, un comité de travail de la Caisse populaire a compris que «pour contrer l'exode des jeunes plus scolarisés, il faut trouver des solutions au manque de dynamisme industriel dans la localité.» Il interpelle le monde des affaires pour qu'il s'implique. S'engage aussi

**Robert Toupin, l'entrepreneur, avec ses cloches de récupération. «Nous autres on aime ça quand ça vire.»**

pour que la caisse populaire soutienne les entreprises du mieux qu'elle peut. «Il ne suffit pas juste de leur dire oui ou non. Faut aider les entreprises à progresser. Plusieurs ont démarré avec très peu de capitaux.»

1 Ils ont créé une Société de développement industriel, aménagé un parc pour accueillir les industries, constitué un fonds pour les aider à démarrer. Les actionnaires de la caisse populaire ont même mis en commun leurs ressources. «Ça donnait quoi de retourner 50\$ à chaque actionnaire. Alors qu'en mettant tout ça en commun, on offrait de nouvelles possibilités de développement économique pour notre coin», affirme le directeur de la caisse pop.

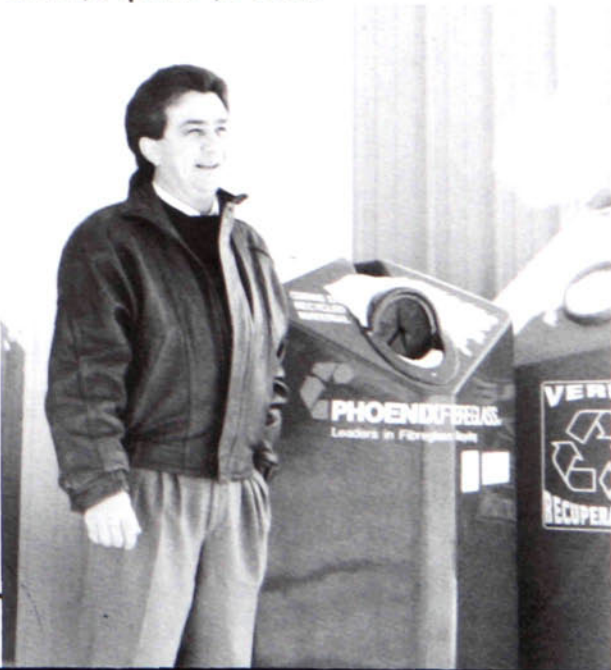


PHOTO: RENE BEAULIEU

# LE CHÔMEUR ENTREPRENEUR

STÉPHANE DESLAURIERS

LA PETITE HISTOIRE DE DEUX BEAUCERONS-NES QUI ONT DÉCIDÉ DE PRENDRE LEURS AFFAIRES EN MAIN.



PHOTO: A.D. COLEMAN

«LORSQUE TU TRAVAILLES PENDANT 28 ANS DANS LA MÊME COMPAGNIE, TA VIE EST FAITE. TU T'IMAGINES QUE TU FINIRAS TA VIE LÀ. MAIS QUAND QU'ON TE DIT DU JOUR AU LENDEMAIN QUE LA MANUFACTURE FERME, QUE TU VAS PERDRE TA JOB, C'EST TOUTE TA VIE QUI BASCULE. MOI, J'AI COMMENCÉ À LA MANUFACTURE À 18 ANS, EN SORTANT DE L'ÉCOLE. MAINTENANT, QU'EST-CE QUE J'VAIS FAIRE?»

**M**ichel Blanchet était responsable de la réception et de l'expédition à l'une des usines de la compagnie *Industries Chemises Modernes Limitée*, à Saint-Honoré en Haute-Beauce. Cette usine employait quelque 200 personnes, dans une localité qui compte 2 000 habitants-es. Après 55 ans de production intensive, la manufacture fermait le 19 mai 1990.


Denise Maheux était secrétaire. «Si vous saviez comment ça peut faire mal quand c'est toi qui es la dernière à mettre la clé dans la porte après 26 ans de travail. C'est moi qui ai fermé les livres. J'ai reçu le gars quand ils ont coupé le téléphone.

Enfin, j'ai barré la porte pour la dernière fois le 19 mai. Le gérant était pas capable de le faire.»

L'entreprise avait pourtant bien su traverser la récession de 1982-1983. Au pire, les employés-es travaillaient à temps partagé, mais suite à des investissements douteux aux États-Unis, la faillite devint inévitable.

Mais après cela, Michel et Denise ont décidé de prendre les guides et de fonder leur propre usine. Cela n'a pas été facile au début. «En temps de récession, que des gens décident de partir un projet, ça passe pas facilement», m'explique Denise. «Les négociations avec les banques ont

pas été faciles, mais on a toujours gardé not' bout. On y croyait, c'était ça le plus important», de rajouter Michel. L'idée y est, mais maintenant, il faut choisir le domaine.

«La chemise est l'un des morceaux les plus difficiles à faire. Cela prend beaucoup de précisions. On a décidé que cette expertise serait notre marque de commerce», me dit Denise. Finalement, les vêtements hautes-gammes pour enfant furent leur choix. L'embryon de *Mode Sélect D.F.M. Inc.* fit son apparition. Ainsi débuta le rêve de deux personnes qui ont décidé de réussir. Le 2 novembre 1992, les machines à coudre tournaient pour la première fois. 

# ANDRÉ BÉLISLE: BEAUCERON D'ADOPTION

JEAN ROBITAILLE

ANDRÉ BÉLISLE A ROULÉ SA BOSSE UN PEU PARTOUT AU QUÉBEC AVANT DE DÉCIDER DE S'ÉTABLIR À ST-ÉDOUARD-DE-FRAMPTON. CET ÉCOLO PURE LAINE EST DEvenu UN BEAUCERON D'ADOPTION PAR AMOUR DE CE COIN DE PAYS QU'IL A APPRIS À CONNAÎTRE JEUNE QUAND IL VENAIT VISITER SA PARENTÉ. AUJOURD'HUI BIEN INSTALLÉ DANS LE 7<sup>E</sup> RANG, ENTOURÉ DE COLLINES ET DE MONTAGNES À PERTE DE VUE, IL RELATE AVEC INTÉRÊT ET PASSION L'HISTOIRE DE LA BEAUCE ET DE SES HABITANTS-ES. IL PARLE FORT POUR ÊTRE SÛR D'ÊTRE BIEN COMPRIS.

**I**l est fier de ses cheveux longs, héritage de ses origines hippies qu'il est d'ailleurs loin d'avoir reniées. Mais André Bélisle, président de l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique, a aussi appris à composer avec les années '80. Il pose donc sans gêne avec les élites politiques et financières quand vient le temps de faire avancer les dossiers qui lui tiennent à coeur.

## CHOC ÉCOLOGIQUE

Il a eu son premier choc écologique quand, monteur de lignes à la Baie James, il découvre des *dumps* dans le bois alors que le plus proche village est à 200 milles. Un peu plus tard, au Lac Fontanges, à 125 milles au nord-est de Shefferville, il ne peut pas manger le poisson qu'il vient de pêcher parce qu'il est chargé de mercure. La pollution venait d'ailleurs et atteignait, sans égard pour quelque frontière, les coins les plus sauvages. L'acide

contenu dans les précipitations atmosphériques contaminait atrocement le sol sablonneux et l'eau du lac. «À ce moment-là, tu prends conscience que ta tête doit servir à autre chose qu'à tenir tes cheveux.»

André Bélisle a mené avec les autres membres de l'AQLPA une lutte contre les pluies acides qu'ils sont en train de gagner. Mais la Beauce est affectée par d'autres problèmes environnementaux. «On a trop exploité nos forêts. On est même plus capable aujourd'hui de soutenir l'industrie du bois ouvré. Il manque de chênes, de merisiers et de noyers parce qu'on a replanté 200 millions d'épinettes (pour satisfaire les besoins des papetières) pis seulement 50 000 merisiers. Le sol est rendu pauvre et acide parce qu'il y a juste de l'épinette. La diversification, environnementalement et économiquement, c'est essentiel pour assurer un développement harmonieux», plaide André Bélisle.

«Dans la région, on est également confronté au problème de la pollution de l'eau occasionnée par le purin de porc qui finit par se retrouver dans la Chaudière. Il y a aussi les déchets industriels de la *Canam Manac* qui sont enterrés un peu partout.»

## LA CHAUDIÈRE DÉBORDE

Les gens de la Beauce sont maintenant habitués à vivre avec les débordements annuels de la rivière Chaudière. Chaque printemps, c'est la même histoire. Les maisons sur le bord de la rivière sont inévitablement

inondées. Ça paraît même absurde que des gens aient choisi de s'établir là. En fait, nous raconte André, c'est que la répétition systématique, année après année, de ces inondations printanières, ne date que des années '40-'50. «Avant ça, on a connu des grosses inondations mais c'était bien plus espacé. C'est pour ça que les gens pouvaient penser se bâtir là.»

On doit aujourd'hui ces inondations régulières à l'esprit de défricheur des Beaucerons-nes, nous rappelle André. «C'est le résultat d'un mauvais aménagement historique. Ici, la vallée est étroite et les dénivellations sont prononcées. Mais ça n'a pas fait peur aux Beaucerons qui ont rasé les forêts aux adords de la rivière pour cultiver la terre. La fonte des neiges est maintenant beaucoup plus rapide. Et avec le drainage des terres, toute cette eau se déverse rapidement dans la Chaudière. C'est pas un problème de pollution mais c'est un problème d'aménagement. Aujourd'hui, y'a du monde qui parle de draguer la Chaudière pour éviter les inondations. Mais en faisant ça on remettrait en circulation tous les sédiments qui sont au fond de la rivière, comme le cyanure, l'aluminium, le plomb et le cuivre.» Et là on pourrait se retrouver avec de jolis problèmes environnementaux. **LD**

PHOTO: RENE BEAULIEU



# THETFORD LES MINES

JEAN ROBITAILLE

LES PAYSAGES EN ARRIVANT À BLACK LAKE ET THETFORD-MINES SONT SAISSANTS. AUCUN DOUTE, VOUS ENTREZ DANS UNE VILLE MINIÈRE. DES MONTAGNES GRISÂTRES, QU'ON NOMME «HALDES DE RÉSIDUS», COMPOSÉES DE TONNES DE PIERRES REJETÉES PAR LES MINES, VOUS ACCUEILLEN. PARTOUT, EN PLEIN CENTRE DES VILLES, TOUT AUTOUR DES SITES D'EXPLOITATION DES MINES, CES HALDES DONNENT AU PAYSAGE UN PETIT CÔTÉ LUNAIRE.

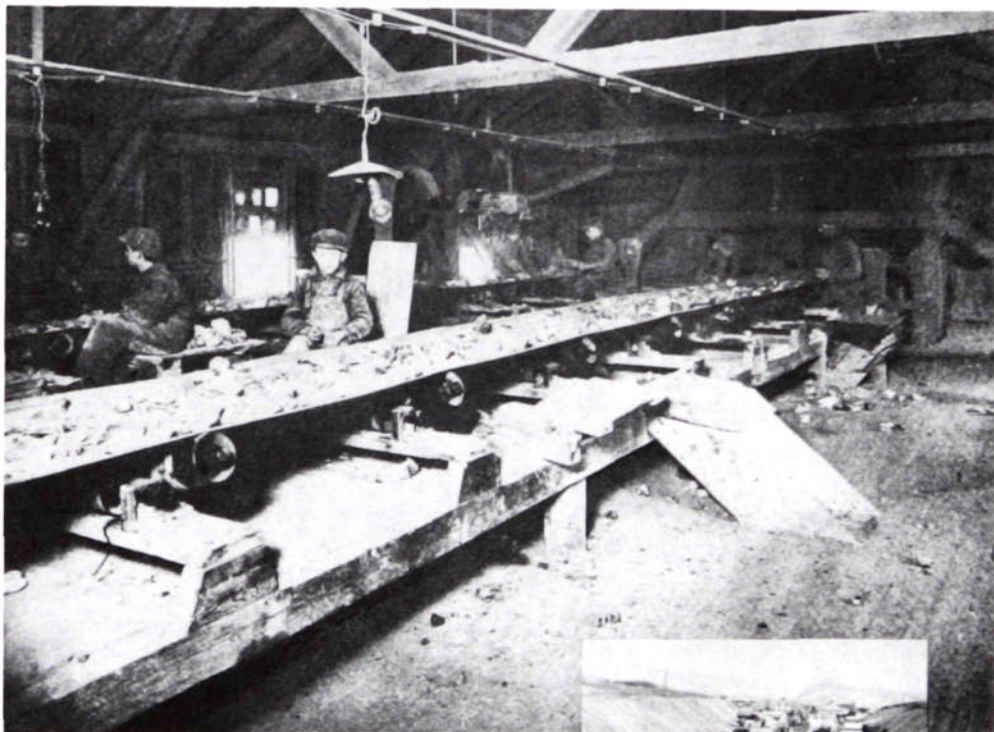
**L'**amiant, matériau dangereux, responsable de la mort de tant de travailleurs du temps où la poussière vous empêchait de voir à dix pieds devant vous. L'amiant, minéral aux propriétés inégales, sans danger lorsque utilisé avec les précautions qui s'imposent.

Thetford est né de l'amiant il y a plus d'un siècle. Thetford a failli mourir de l'amiant. N'est-ce pas le destin prévisible de toute ville mono-industrielle? Le cours du minéral s'effondre et la ville, naguère prospère, disparaît.

## THETFORD, VILLE FLEURIE!

Entre 1981 et 1986, 25% des jeunes de 15 à 24 ans quittent la région. 3 000 emplois sont perdus dans les mines et les commerces ferment les uns après les autres. Les espoirs placés dans la nationalisation de l'industrie de l'amiant s'évanouissent. Mais la vie est souvent plus complexe qu'elle n'en a l'air. «On

PHOTOS: MUSÉE MINÉRALOGIQUE ET MINIER DE THETFORD-MINES



**Vue de l'intérieur d'un moulin d'amiant en 1919. Le triage du brut était fait manuellement et on employait des enfants à cette tâche.**



est devenu fier de cette région qu'on croyait condamnée à devenir une ville-fantôme», raconte Pierre Dostie du CLSC. Aux pires moments de la crise de l'amiant, au milieu des années '80, alors que presque toutes les mines de la région étaient fermées, un souffle nouveau s'est emparé de la ville.

Des gens de la place ont refusé le fatalisme. Contre toute attente, Thetford (qui, dit sans méchanceté, pourrait revendiquer le titre national de *dump* d'amiant) s'est mise à accumuler les titres de «ville fleurie du Québec». Cette ville, qui avait toujours vécu sous la poussière de l'amiant<sup>1</sup>, se fait un point d'honneur d'être «super propre». De nouvelles petites usines viennent s'installer. Comble de bonheur, l'amiant reprend de la vigueur sur les marchés internationaux à la faveur d'une décision de la justice états-unienne qui refusait d'interdire l'amiant comme le demandait l'*Environmental Protection Agency*.

## L'AUTRE CÔTÉ DE L'HISTOIRE

Bon, ça c'est le beau côté de l'histoire. Mais l'histoire nous apprend aussi que l'amiant n'offre plus autant d'emplois.

Il y a actuellement 1 400 personnes qui travaillent pour la LAB Chrysotile, alors que les mines ont déjà employé plus de 5 000 travailleurs-ses dans les bonnes années. Et les mines n'embauchent plus. On a ouvert une trentaine de postes en septembre 91. Ça faisait des années qu'on n'avait pas vu ça.

De nouveaux emplois ont été créés ailleurs mais on n'y retrouve pas d'aussi bonnes conditions que dans les mines. Depuis '86, on essaie d'adapter le modèle de développement économique de la Beauce. Sur cette mentalité plus attentiste de col bleu, propre aux villes mono-industrielles, on tente d'imposer l'audace des petits entrepreneurs et la concertation des différents acteurs socio-économiques. Peu à peu, la structure de l'emploi est en train de changer. Mais les mines resteront probablement toujours dominantes à Thetford, dans la culture comme dans le portefeuille des gens. ↴

<sup>1</sup> André Laliberté, du Syndicat des travailleurs horaires de l'amiant, raconte que lorsqu'il était jeune, «la première chose que notre mère nous faisait faire, c'était de passer le balai sur les balcons. En hiver, la neige était pas blanche, elle était grise.»

DURANT L'ÂGE D'OR DES MINES D'AMIANTE (50-80), LES JEUNES DONNAIENT LEURS NOMS AUX MINES ET ATTENDAIENT SUR LES BANCS D'ÉCOLE QU'ON LES APPELLE. ILS ENTRAIENT ALORS À LA MINE POUR Y RESTER JUSQU'À LA FIN DE LEURS JOURS. UNE BONNE JOB, BIEN PAYÉE, SYNDIQUÉE, AVEC UN BON FONDS DE RETRAITE ET TOUT CELA, EN TRAVAILLANT DANS UNE AMBIANCE DE CAMARADERIE BIEN PARTICULIÈRE AUX MINES<sup>1</sup>. ALORS, POUR TOUS CEUX QUI AVAIENT LA CHANCE DE TRAVAILLER AUX MINES — ET ILS ÉTAIENT NOMBREUX À L'ÉPOQUE —, L'AVENIR S'ANNONÇAIT RADIEUX.

**A**ujourd'hui, la composition très stratifiée de la classe ouvrière de Thetford-Mines illustre bien certaines des mutations qui s'opèrent à la grandeur du Québec sur le marché du travail. Les conditions de travail de la classe ouvrière sont de moins en moins homogènes. Les conditions de vie, les habitudes de consommation, les aspirations, les valeurs et la culture varient énormément.

### LES MIEUX PAYÉS AU QUÉBEC

Dans les années '70, les ouvriers de la région de l'amiante étaient les mieux payés au Québec. On possédait non seulement sa maison<sup>2</sup>, mais aussi son chalet sur le bord d'un des lacs environnants. Il était également de bon ton de fréquenter les clubs privés des *boss*. Il y avait pas mal d'argent.

La crise de l'amiante a remis tout cela en question. Les écarts de revenus sont aujourd'hui importants. La classe ouvrière de Thetford, plus homogène à l'époque, se trouve désormais stratifiée. À la faveur des coupures de postes dans les mines, plusieurs centaines de mineurs ont pu prendre leur pré-retraite en bénéficiant de 90% de leur salaire jusqu'à l'âge de la retraite. Viennent ensuite les

# LA CULTURE OUVRIÈRE EN MUTATION

JEAN ROBITAILLE



**Paulette Beaudry, du Regroupement des sans-emploi, se souvient combien ce fut dur «pour les plus jeunes d'admettre que les bonnes jobs dans les mines, fallait oublier ça.»**

PHOTOS: RENE BEAULIEU

travailleurs actuels des mines qui gagnent de très bons salaires mais qui vivent dorénavant avec la hantise d'une fermeture temporaire ou permanente de leur mine. Ces travailleurs vieillissent, leur moyenne d'âge est de 48 ans et les têtes sont presque toutes grisonnantes.

C'est en passant dans le groupe des moins de 35 ans que la distance se crée. Des gens qui ont été mis à pied des mines ou qui n'ont jamais eu la chance d'y travailler vivent désormais, pour la plupart, d'emplois saisonniers, précaires, à bas salaire et non syndiqués. Au milieu des années '80, Paulette Beaudry travaillait au Pavillon des métiers et aidait les jeunes à se trouver des *jobs*. «Si on leur trouvait une *job* à 10\$ de l'heure, les gars nous disait: «Ben, voyons, j'peux pas prendre c'te *job*-là, j'vais crever de faim.» Le choc a été terrible quand ils ont compris qu'il fallait oublier les mines. Y'en a plusieurs qui ont fait faillite.»

Danielle Morneau et Normand Roy qui travaillent à l'ACEF de Thetford peuvent aussi en témoigner: «Auparavant à l'ACEF


on recevait en consultation budgétaire des gens qui avaient vraiment de très petits revenus. Aujourd'hui, y'a toutes sortes de monde.»

### DES GROSSES CAISSES

À Thetford, c'est frappant, les caisses populaires sont grosses. Des châteaux, prétendent certains. C'est que les caisses gardent dans leurs coffres des petites fortunes accumulées à la sueur de leur front par les ouvriers des mines. «Les gens qui ont travaillé dans les mines venaient souvent de la campagne. Ils ont gratté toute leur vie pour empiler leur argent», nous dit Normand Roy.

«Thetford-Mines représente un précédent dans l'histoire urbaine au Québec. Pour la première fois, une ville est née d'une industrie minière<sup>3</sup>.» Pierre Dostie, du CLSC, parle d'une «culture industrielle en campagne. On a plaqué un standing de vie des grosses industries internationales sur une mentalité de souche campagnarde.» ■

L'activité commerciale de la région tarde à se remettre en marche. Il faut reconnaître que c'est rarement à 55 ans qu'on «part en ménage» et qu'on équipe sa maison. Leurs dépenses plus importantes risquent bien plus d'être effectuées dans le Sud, en Floride. Phénomène plus inquiétant – qui n'est pas propre à la région de Thetford –, c'est que les plus jeunes ne sont pas en situation de relan-

cer l'activité commerciale, faute de revenus suffisants ou de stabilité au niveau de leur emploi. 

1 Tous ceux qui, durant la longue grève de 1975, ont dû travailler dans des petites shops témoignent de leur joie de retrouver leur mine après la grève. «On s'est aperçu que c'était pas mal plus dur ailleurs.»

2 À Thetford, 80% de la population est propriétaire de sa maison, bien qu'il faille se rappeler que les maisons sont généralement construites sur des terrains qui appartiennent aux compagnies minières. Selon les besoins des mines, on a donc assisté à de mémorables déménagements de quartiers entiers.

3 *Thetford Mines, Continuité et enjeux d'une région minière*, 3e trimestre 1992, catalogue publié par le musée minéralogique et minier de Thetford.

## L'HISTOIRE DES GRÈVES

(J.R.) PLUSIEURS GRÈVES ONT SECOUÉ LA RÉGION DE THETFORD. TROIS PARMI ELLES FURENT MARQUANTES DANS L'HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER QUÉBÉCOIS. L'ENSEMBLE DES TRAVAILLEURS-SES DU QUÉBEC EN PROFITERA À CHAQUE FOIS.

### 1915:


Les conditions salariales et la liberté de dépenser dans les magasins de leur choix sont au cœur de ce conflit remporté par les grévistes. Les mines payaient effectivement les ouvriers-ères en *tickets* échangeables dans les magasins de la compagnie. Le paternalisme des entreprises était outrageant à l'époque.

### 1949:

Un long et célèbre conflit, durement réprimé, où Duplessis essaie de casser le syndicalisme. Les enjeux portent sur les salaires, la poussière, le refus de l'arbitrage truqué et la sécurité syndicale. Les grévistes rentrent après 4 mois et demi en ayant bien peu gagné sur le coup. Mais au cours des négociations suivantes les gains sont majeurs. En 1952, le salaire a déjà grimpé de 50% par rapport à 1949. On obtient également la formule Rand qui donne au mouvement syndical la possibilité de s'organiser plus efficacement.

Côté santé, le juge Tremblay, qui a présidé le tribunal d'arbitrage en 1949, fut intraitable: «Bien que la poussière d'amianté puisse affecter les conditions de travail des ouvriers, je crois que le règlement de cette question relève plus de l'administration de la compagnie que du contrat de travail. La compagnie doit juger si ses revenus lui permettent de faire les dépenses capitales nécessitées par l'installation des machines pour éliminer la poussière.»

### 1975:

Plus de 7 mois de grève, appuyés par des études accablantes sur les dangers dans les mines, produisent des gains importants en matière de santé-sécurité. Cela contraint même le gouvernement du Québec à revoir toute la législation en ce domaine. Les compagnies ont investi, depuis, 100 millions \$ dans la dépollution. 

Évolution de la production d'amianté dans la région de Thetford

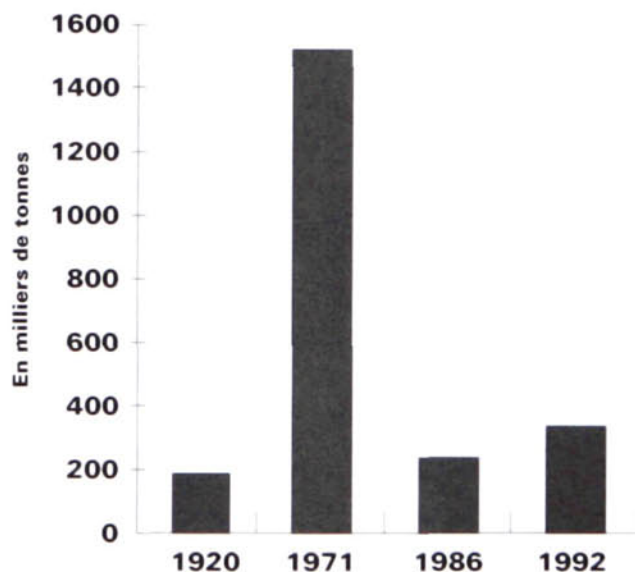


PHOTO «AU COTON»



# L'HISTOIRE DE LA NATIONALISATION

J.R.

**1978:**

Le gouvernement du Québec crée la *Société nationale de l'amiante* (SNA) dans la perspective de nationaliser l'industrie, de favoriser la recherche et de développer le secteur de la transformation de l'amiante.

**1980:**

Les compagnies *Bell* et *Atlas* sont achetées par la SNA

**1982:**

La *Société Asbestos* est nationalisée. Mais *General Dynamic*, propriétaire de la mine, conteste l'affaire. En 1986, la SNA est forcée de payer 87\$ l'action à *General Dynamic*.

**Entre '84 et '86,**

5 mines ferment. Le nombre d'emplois chute de 4 000 à 1 400.

**1986:**

La société en commandite *LAB Chrysotile* est formée. Elle regroupe les compagnies nationalisées *Bell* et *Asbestos* et la *Lake* que la SNA n'avait pas jugé bon d'acheter. La création de la *LAB* a pour but de

contrôler et régulariser la production. Le pouvoir en est confié au président de la *Lake*, Jean Dupéré.

**Entre '86 et '88,**


s'amorce le processus de privatisation de la SNA

**Septembre 1992:**

Les compagnies *Bell* et *Asbestos* sont vendues à la *Société d'exploration minière Mazarin* pour 34 millions \$,

dont seulement 2 millions comptants, le reste devant suivre selon les profits réalisés par les mines.

**Janvier 1993:**

Jean Dupéré, président de la *LAB*, demande une requête en démembrement de la société en commandite *LAB*, alléguant que son droit d'égaliser l'offre de *Mazarin* n'a pas été respecté. 

## L'AVENTURE DE LA NATIONALISATION

JEAN ROBITAILLE

**A**u début, le rêve paraissait merveilleux. On deviendrait enfin propriétaire, collectivement, d'une de nos principales richesses naturelles. On était enfin pour en assurer la transformation ici. On poursuivait ainsi le projet *Maitre chez nous*, amorcé avec la nationalisation de l'hydro-électricité. Le PQ en avait fait une promesse électorale lors de l'élection de 1976. Et le député du coin, Gilles Grégoire, «voyait des usines de transformation pousser après les chassis de toutes nos maisons», rigole Sylvio Lessard.

Mais le rêve prend vite des allures cauchemardesques. Et certaines décisions gouvernementales semblent incompréhensibles. Ainsi, comme se demandent des anciens travailleurs des mines, pourquoi le Gouvernement a-t-il décidé d'acheter les compagnies minières moins performantes (*Bell* et *Asbestos* plutôt que la *Lake*)? Oliva Lemay, Sylvio Lessard et Gilles Dostie ne comprennent pas. «Durant la crise autour de '84, la *Lake* pouvait se permettre de couper ses prix. Mais en faisant ça, elle tirait dans les jambes des deux autres. Le Gouvernement a laissé à la *Lake* la possibilité de faire de l'argent. En achetant *Asbestos* sans acheter la *Lake*

on achetait juste un paquet de troubles», affirment-ils.

### UNE PRIVATISATION EN DOUCEUR?...


La nationalisation a toutefois permis de sauver pas mal de *jobs* durant la période de crise. «Si ça n'avait pas été des compagnies nationalisées, il y aurait eu bien plus de mises à pied à l'époque», selon nos trois compères. Mais le Gouvernement libéral aura tellement présenté cette nationalisation comme une aventure ruineuse que la récente privatisation se sera finalement réalisée sans réaction de la population de la région.

En 1986, la création de la société en commandite *LAB Chrysotile*, dont les rennes ont été confiées au président de la *Lake*, compagnie privée, signifiait déjà que l'État désirait se retirer de cette aventure. Après avoir investi 500 millions \$, la *Société nationale de l'amiante* vient de vendre ses mines pour 34 millions \$ à la société *Mazarin*, une compagnie «junior» dans le domaine. Une transaction qui laisse un arrière-goût de déjà vu plutôt inquiétant<sup>1</sup>. Le tout petit essai de s'emparer d'un gros truc et finit par s'étouffer avec. Michel Gaucher avec



PHOTO: RENÉ BEAULIEU

**Ancien travailleur des mines, Gilles Dostie a vécu l'aventure d'une nationalisation remplie d'espoirs et de déceptions.**

*Steinberg*, Bertin Nadeau et *Provigo*, l'histoire est peu reluisante. Jean Dupéré, qui a présidé à la relance de la *LAB*, conteste d'ailleurs la vente à *Mazarin* et demande le démantelement de la société en commandite. Le gouvernement du Québec, en voulant se débarrasser prestement de cette aventure socialisante, aura-t-il réussi du même coup à déstabiliser la reprise amorcée depuis quelques années dans l'industrie de l'amiante? 

1 La transaction soulève certaines controverses. *Mazarin* est une compagnie junior, créée au milieu des années '80 à la faveur du régime des actions accréditives qui accordent de très généreuses déductions fiscales. La valeur de ses actions en Bourse ne valait que 0,19\$, alors que la compagnie *Asbestos* qu'elle achète cote à 9,50\$. *Mazarin* était par ailleurs en fort mauvaise posture au moment de l'achat. Au cours des deux dernières années, ses revenus ne totalisaient que 153 008\$ et 78 795\$.

# DES CARTES POSTALES EN AMIANTE

PHOTOS RENÉ BEAULIEU

que aéroport dont on peut allumer les lumières de la pistes d'atterrissage du haut des airs, grâce à un petit piton électronique, m'ont confié les cadets de l'air qui profitent de l'inutilisation de l'aéroport pour s'y entraîner. ↵

## ÇA VOUS APPRENDRA À VOTER NON

Parlant de millions, la région de Thetford vient d'en perdre quatre parce que le ministre Masse n'a pas apprécié qu'on dise non à son référendum. Le musée minéralogique de Thetford est un joli petit musée qui vient d'organiser une

très belle exposition sur l'histoire de la ville. Mais le musée est plutôt à l'étroit (le bureau du directeur est plus petit que ma salle de bain qui n'est pourtant pas très grande). Le musée est aussi caché à l'arrière du cégep qui veut en plus reprendre ses locaux. Depuis trois

ans, tout le monde s'entend donc sur la nécessité de

reloca-liser le musée. Plusieurs hypothèses sont sur la table et les deux gouvernements, Ottawa et Québec, finissent par accepter de fournir environ 2 millions \$ chacun. Sauf qu'ils ne choisissent pas le même projet. Nouvelle chicane fédérale-provinciale, Masse n'aime pas la ministre Frulla-Hébert, qui le lui rendrait bien. Alors, ça niaise jusqu'au moment où on semble finir par s'entendre sur un compromis. Mais Marcel Masse n'aime pas

perdre la face. Il se fait donc un plaisir d'annoncer à ses commet-tants-es en septembre dernier que rien ne va plus parce qu'avec l'Accord de Charlottetown, toute la culture revient au Québec. Adieu subvention. «Le Québec a voulu cette juridiction. Qu'il assume ses choix.», dixit M. Masse. Mais l'Accord de Charlotte-town a été rejeté me direz-vous, alors pas de problème. Vous connaissez bien mal M. Masse. «Les dirigeants devront recommencer à zéro, disait-il au lendemain du référendum. Je me suis intéressé à ce dossier et ça fait cinq ans que l'on tourne en rond. C'est suffisant.» ↵



## THETFORD, POSITIF AU CUBE!

(J.R.) À Thetford, il semble qu'on soit atteint d'un certain positivisme aigü. C'est en tout cas ce que m'ont confié, sous le couvert de l'anonymat, certains-es citoyens-nes de l'endroit. Faut pas parler en mal de la ville, ni contre l'amiante, ça nuirait à l'économie, voyez-vous. Va encore pour le titre de plus belle ville fleurie de la région Chaudière-Appalaches qu'elle remporte depuis 1985. Elle vient même de prendre le troisième rang au Québec. (Si jamais on m'apprend que Montréal s'est classé devant Thetford, j'amène les juges faire un tour dans Centre-Sud). Mais voilà que Thetford vient aussi de se voir décerner le prix de ville industrielle de l'année au Québec en 1992. Des méchantes langues que j'ai rencontrées prétendent que ça doit vraiment aller bien mal au Québec! Autre objet de débat passionné: doit-on reverdir les haldes de résidus des mines. Les uns voudraient enfin voir leur horizon tout en vert. Les autres défendent leur patrimoine grisâtre... Histoire de continuer à s'amuser, saviez-vous que Marcel Masse, ancien ministre de la Défense et député de Frontenac, a trouvé l'argent, malgré cette dure période d'austérité gouvernementale, pour faire construire un aéroport à Thetford pour lui et ses amis. 2 millions \$ pour ce sympathi-



## DES GROUPES POP FIERS DE LEUR DÉPUTÉ

Vous aurez compris qu'il ne s'agit pas de leur célèbre député fédéral. Non, il s'agit d'un illustre inconnu pour les Québécoises qui résident hors-Amiante, un monsieur Roger Lefebvre, député libéral de son état. «Faites votre part, on a fait la nôtre», ont lancé les groupes populaires de Thetford à leur député. C'est que ces organismes, qui sont regroupés dans le Centre communautaire Marie-Agnès-Desrosiers, craignaient de devoir quitter les lieux à cause de l'état de la bâtisse qu'ils occupent. Des réparations majeures étaient exigées par l'inspecteur des bâtiments. Coût: 445 000\$. Les groupes ramassent 101 000\$ auprès de la communauté. En conférence de presse l'automne dernier, ils ont donc décidé d'interpeller leur député pour qu'il se grouille. Et ça a marché. Quelques semaines plus tard, Roger Lefebvre annonçait qu'une subvention de 330 000\$ était octroyée pour le projet de rénovation. Les groupes pop ont ensuite profité de leur party des fêtes pour confectionner une immense carte de vœux pour leur député préféré. Roger a avoué à la presse qu'il n'avait jamais reçu une si gentille attention... ↵





# DÉVELOPPER LES RÉGIONS DU QUÉBEC



Gouvernement du Québec  
Ministère du Conseil exécutif  
Secrétariat aux affaires  
régionales



**Yvon Picotte**  
Ministre délégué aux Affaires régionales

*« Nous souhaitons que la nouvelle politique gouvernementale en matière de développement régional puisse conduire à un nouveau contrat social entre les différents acteurs du développement qui voudront bien placer les intérêts de la collectivité régionale avant les intérêts locaux. La région doit être le lieu de la réflexion et de la concertation, la MRC et la localité, le lieu de l'action. »*



# FRANCOPHONES ET... PROTESTANTS-ES

SERGE GAGNON

IL N'EST DÉSORMAIS PLUS POSSIBLE, AU QUÉBEC, D'ÉTABLIR UNE ÉQUATION MACHINALE ENTRE L'APPARTENANCE À LA MAJORITÉ FRANCOPHONE DE SOUCHE ET L'ADHÉSION AU CATHOLICISME. AU COURS DES TROIS DERNIÈRES DÉCENNIES, PLUSIEURS QUÉBÉCOIS-ES FRANCOPHONES ONT CARRÉMENT TOURNÉ LE DOS À TOUTE FORME DE PRATIQUE RELIGIEUSE, CERTAINS-ES SE SONT ORIENTÉS-ES VERS DES MODÈLES DE SPIRITUALITÉ PLUS OU MOINS EXOTIQUES OU «ALTERNATIFS». D'AUTRES, DÉSIREUX DE POUVOIR CONTINUER À S'IDENTIFIER AU CHRISTIANISME, MAIS RÉSOLUMENT INCAPABLES, POUR DIFFÉRENTES RAISONS, DE SE RECONNAÎTRE AU SEIN DU CATHOLICISME, ONT CHOISI D'ADHÉRER À CETTE GRANDE FAMILLE DIVERSIFIÉE QU'EST LE PROTESTANTISME.

## APRÈS CHAMPLAIN ET DUPLESSIS'

Il ne faudrait pas oublier, pour autant, que la présence au Québec de protestants-es francophones ne date pas d'hier. Sait-on, par exemple, que Samuel de Champlain était devenu huguenot (nom donné aux protestants-es français-es par leurs opposants-es catholiques) à la suite de son mariage avec Hélène Boullé? Qu'entre 1540 et 1630, sept des gouverneurs de la Nouvelle-France étaient protestants?

En 1921, des ministères francophones commencèrent à se manifester et qu'en 1941, fut fondé l'*Institut biblique Bérée*, première école biblique francophone à voir le jour au Québec. Au cours des années '50, sous le régime duplessiste, de nombreux pasteurs appartenant à l'*Association des Églises baptistes* furent emprisonnés pour avoir fait du porte-à-porte. Malgré ces jours difficiles, les protestants-es francophones ne se laissèrent pas

abattre et poursuivirent patiemment leurs efforts d'implantation. À compter des années '60, leur progression ne cessa de s'accroître. Ainsi, entre 1980 et 1990, dans la seule région de Montréal, le nombre des églises protestantes est passé de 64 à 124, soit de 37 à 66 sur l'île de Montréal, de 12 à 29 sur la Rive-Sud, de 8 à 11 à Laval et de 7 à 18 sur la Rive-Nord. Ce à quoi il faut ajouter les quelques centaines de protestants-es francophones qui fréquentent des églises anglophones, ainsi que le révèlent des études menées par Smith lui-même.

Celles-ci indiquent également qu'on trouve 360 paroisses protestantes francophones au Québec, que la plupart appartiennent à la tendance évangélique montante. On compte, par exemple, 100 congrégations (ou paroisses) pentecôtistes, totalisant quelque 9 000 fidèles,



PHOTO: DANIEL LEGAULT

70 congrégations baptistes, ce qui représente 7 000 adhérents-es, tandis que 21 communautés indépendantes sont plus ou moins charismatiques ou fondamentalistes, leur foi et leur rituel s'apparentant parfois à ceux des télévangélistes états-uniens-es. Le recrutement en milieu francophone des Églises protestantes de type plus traditionnel (anglicane, presbytérienne, luthérienne, méthodiste, Église unie), souvent perçues comme bourgeoises, bureaucratiques ou trop intellectuelles, est, par contre, beaucoup moins fulgurant, voire parfois quasi inexistant.

## LA «GRANDE FAMILLE» PROTESTANTE

### PROFIL DES CONVERTIS-ES

Les motivations et circonstances qui sont à la base de l'adhésion des Québécois-es francophones au protestantisme sont multiples. Les résultats d'un sondage effectué auprès de 300 personnes, au printemps de 1989, par le groupe de recherche *Vision 2000 Canada*, plaçaient l'identification à une autre personne membre d'une Église protestante comme premier facteur ayant influencé leur décision (dans 47% des cas, cette personne était un membre de la famille; dans 36% un-e ami-e).

Par ailleurs, 85% des répondants-es disaient avoir mis un certain temps à prendre leur décision (en moyenne, les nouveaux-elles adhérents-es avaient été «exposés-es» huit fois à «une explication de l'Évangile»). «Je cherchais un sens à ma vie», ont mentionné 31,8% des répondants-es, un autre 22,7% déclarant: «J'avais besoin du pardon pour mes fautes». Le sondage permettait également d'établir qu'en général, ceux-celles qui se sont convertis-es au cours d'une campagne d'évangélisation étaient «plus conservateurs-rices que la moyenne et se disaient «moins troublés-es», un peu plus âgés-es que la moyenne (32,5 ans), plus instruits-es et on y comptait un plus grand nombre de femmes.

### TROIS TÉMOIGNAGES

Autre fait intéressant: l'adhésion de Québécois-es francophones au protestantisme étant le résultat d'un choix, ceux-celles-ci ont tendance à beaucoup s'impliquer au sein de leur nouvelle religion.

Alain Beaumier, pasteur de l'Église baptiste évangélique de Lachine, a maintenant 40 ans. Plus jeune, Alain avait de Dieu une conception plutôt «nouvel âge». «À cette époque, pour moi, Dieu c'était un peu tout. Ce n'était pas incarné. En vieillissant, j'ai réalisé que j'avais besoin d'un Dieu direct. Je dirais que maintenant, je ne conçois plus Jésus-Christ en termes de religion mais plutôt comme une relation. Une relation, ça signifie que tu veux et que tu peux plaire à Dieu. Une religion, ça te dit ce que tu dois faire. À mon sens, les catholiques, même quand ils sont sincères, sont foncièrement dans l'erreur, parce qu'ils placent la tradition et les dogmes avant les enseignements. C'est pourquoi cette religion s'adapte si mal au changement.»

Denis Fortin est pasteur de la paroisse Saint-Jean, de l'Église unie du Canada, située rue Sainte-Catherine, angle de Bullion. Quant à lui, ancien syndicaliste et militant dans les ACEF, il se montre très soucieux de la jonction entre les enseignements des Évangiles et les enjeux sociaux. «C'est vrai qu'il y a une certaine bureaucratie au sein de l'Église unie. Mais c'est le prix à payer si on veut avoir une institution démocratique et décentralisée. Pour avoir été membre, pendant dix ans, de l'Église luthérienne, dont j'ai même été pasteur, je suis bien placé pour affirmer que l'Église unie me permet de ne pas perdre de vue les rapports entre les Églises et les États, tels que les conçoit la théologie de la libération. Je me sens aussi assez près de gens comme le théologien Mathew Fox qui préconise une sorte d'"écologie-christianisme" qui tient compte aussi bien de la psychologie des profondeurs que de la convivialité.»

Le protestantisme comprend l'ensemble des religions, croyances, doctrines et communautés religieuses issues de la Réforme (du XVI<sup>e</sup> siècle, et qui, depuis, rejettent l'autorité du Pape).

On peut distinguer les anglicans (surtout en Grande-Bretagne), les baptistes, les calvinistes (surtout en France, en Suisse, en Hollande, en Écosse et aux États-Unis), les évangélistes, les Frères moraves, les luthériens (surtout en Allemagne et dans les pays scandinaves), les mennonites, les méthodistes, les piétistes, les réformés, les mormons, les presbytériens, les puritains, les quakers.

Les Églises protestantes se démarquent principalement du catholicisme sur les points suivants: 1. influence et importance décisives en matière de foi; 2. salut garanti par la foi plutôt que par les actions; 3. libre interprétation de l'Écriture par les fidèles selon leur conscience; 4. deux sacrements seulement, le baptême et la cène (rappel du dernier repas de Jésus), les deux seuls institués par Jésus-Christ; 5. culte rendu à Dieu seul (opposition à tout ce qui pourrait être regardé comme un culte rendu à la Vierge, aux saints ou aux reliques); 6. suppression de la confession de personne à personne, de la hiérarchie ecclésiastique (les Églises sont en général administrées par des conseils élus par les fidèles), du célibat des prêtres, des vœux monastiques (pauvreté, chasteté, obéissance).



PHOTO DANIEL LEGAULT

François Boucher, 31 ans, est diacre élu de l'Église pentecôtiste de Saint-Jean-sur-Richelieu. Il explique que quand il a joint l'Église pentecôtiste, alors qu'il était âgé de 18 ans, il ne cherchait pas une religion, mais plutôt de la chaleur, de l'authenticité, une sorte de présence. «Ça m'est arrivé un peu comme à un type qui se promène sur la rue et trouve, par hasard, un billet de 10\$. Je ne cherchais pas une doctrine mais comme, à l'époque, j'étais plutôt timide et que je ne savais pas trop où s'en allait ma vie, je ressentais le besoin d'un certain mode de vie et le leur m'a plu. Ces gens-là avaient l'air vraiment sincère, convaincu, et semblaient aimer leur religion. Bien sûr, leur côté démonstratif me semblait un peu excessif et même si je les aimais bien, je les trouvais quand même «un peu fous», surtout que j'avais entendu parler de ce qui se passait dans certains coins, des *holy rollers*<sup>2</sup> et des trucs comme ça. Mais j'ai néanmoins fini par adhérer à cette Église, à réaliser que malgré leur piétisme fervent, les gens étaient tout à fait rationnels, et à y prendre ma place. Ça m'a notamment évité de tomber dans le *trip* des drogues comme le faisaient beaucoup de mes copains de l'époque.»

- 1 D'après Glenn Smith, directeur exécutif de *Direction chrétienne*, groupement oecuménique protestant. Smith est détenteur d'un doctorat en théologie urbaine, c'est un passionné de l'histoire du protestantisme au Québec et de son évolution récente.
- 2 Faction de pratiquants très agités, parfois agressifs, qui se donnent une mission de convertir. Tirent leur nom d'une propension à se rouler par terre (!).

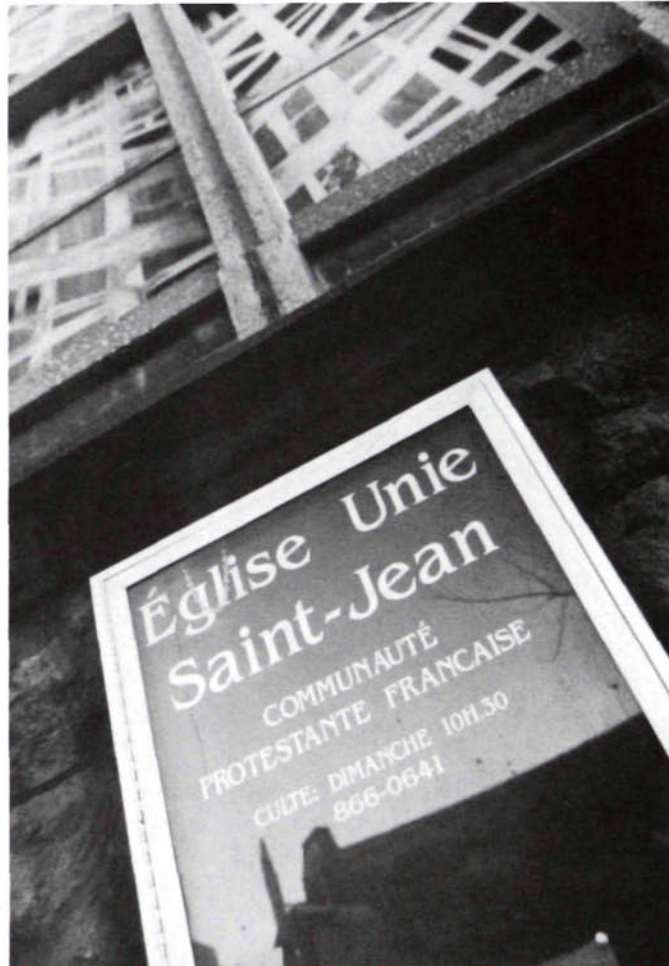


PHOTO DANIEL LEGAULT



LE MAGAZINE DE VIE OUVRIÈRE

**PLUS PLUS PLUS PLUS**  
**D'ENQUÊTES DE TÉMOIGNAGES DE REPORTAGES**

- Abonnement individuel 1 an : 20,00 \$
- Abonnement individuel 2 ans : 35,00 \$
- Abonnement individuel à l'extérieur du Canada 1 an : 25,00 \$
- Abonnement institutionnel 1 an : 28,00 \$
- Abonnement institutionnel à l'extérieur du Canada 1 an : 33,00 \$
- Abonnement de soutien 1 an : 28,00 \$
- Étudiants / Sans-emploi 1 an : 14,00 \$
- Numéro individuel 3,75 \$ + 1,30 \$ poste

NOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_

PAIEMENT INCLUS :

FAIRE PARVENIR VOTRE CHÈQUE OU MANDAT-POSTE À :  
**Revue Vie Ouvrière, 1212, rue Panet, Montréal (Québec), H2L 2Y7 • Téléphone : (514) 523-5998**



## VAL D'OR: LA COMPAGNIE DES JEUNES

MARC VALADE



PHOTO: DANIEL LEGAULT

**S**e retrouver dans la rue, en *gang*, c'est tout ce qui restait aux jeunes de Val d'Or après la fermeture de l'arcade il y a environ deux ans. Batailles de rue, guerres de clans, délinquance, devinrent les façons privilégiées des jeunes de marquer leur présence.

Inquiétés par ce climat de peur qui s'instaurait, un groupe de citoyen-nes réagit en tentant d'abord de comprendre les causes de l'accroissement de la violence dans la ville. Une *Table de Concertation pour prévenir et contenir la violence* se forma avec l'adhésion d'une trentaine d'organismes de milieux différents. Après avoir pris conscience des changements de société qui affectent les jeunes, on crut important d'aller chercher l'opinion des concernés-es sur leur réalité.

### ON VEUT UNE PLACE!

Un «forum-jeunesse», d'une durée d'une journée, le 6 juin 1992, fut organisé pour donner la parole aux jeunes. Au micro sur la place publique, dans les boîtes à suggestion ou par des graffitis, ces derniers-ères ont pu dire leur manque de

place dans la communauté. Se sentant ignorés-es par les structures et les adultes, ils-elles ont crié entre autres leur besoin d'un lieu où se rencontrer, organiser leurs loisirs, construire un tissu communautaire qui réponde à leurs attentes.

Enthousiasmés par une participation active et surtout par des propositions constructives, les membres de la table de concertation préparèrent, en y intégrant des jeunes, une corporation qui travaillerait au financement d'une maison de jeunes. *La Compagnie des jeunes de Val d'Or* voit donc le jour en octobre de la même année. Nicole Binette, l'actuelle présidente, explique que la maison, qui vise une clientèle de 12 à 18 ans, «se veut un lieu de rencontre et d'activité où les jeunes auront leur mot à dire.» L'animation y sera menée par deux adultes et une stagiaire, en lien avec une équipe de jeunes, dans un esprit de formation à la prise en charge et à la responsabilité.

### FAIRE «AVEC» LES JEUNES

D'ailleurs l'intégration des jeunes, dans toutes les étapes et comités qui ont mené

à l'ouverture de cette maison, est une caractéristique du processus. Dominique Chouinard, 17 ans, en témoigne: «Sur le comité de publicité où je travaille avec dix autres jeunes et quatre adultes, on est très motivés-es. On rédige des communiqués et on fait des représentations à la radio et à la télévision. On essaie de rejoindre les autres jeunes par des pancartes annonçant les activités. On est écoutés-es par les adultes qui tiennent compte de ce qu'on dit. C'est encourageant.»

Ce «faire avec» ne rend pas le processus plus facile, mais semble être une option fondamentale avec laquelle on est prêts-es à travailler. C'est peut-être le meilleur gage de réussite pour les jeunes, qui attendent beaucoup du projet et qui prennent confiance dans leur capacité d'interlocuteurs-rices valables. Daniel Gagné, coordonnateur de la maison ouverte depuis le 16 janvier 1993, nous dit miser sur deux espoirs: «notre volonté et capacité à travailler ensemble, jeunes et adultes, en nous écoutant, et la créativité globale que peut susciter ce climat de confiance.» Aux demandes d'aide, les différents paliers de gouvernement ont fait la sourde oreille.

En attendant le rodage de la programmation de la maison, certains jeunes se demandent quand même s'ils-elles vont y participer: «Ça dépend de qui va se tenir là!». Le dernier défi réside sans doute dans la création d'un climat d'ouverture suffisant pour que l'affaire ne devienne pas l'apanage d'un petit groupe sélect...

PHOTO: DANIEL LEGAULT





## APRÈS ZARAPOJIE ET TEL-AVIV: LE COGNAÇ, LES ÉCUREUILS, LA LIBERTÉ

PIERRE VIAU

**Z**arapojie, un million d'habitants-es, est une importante ville manufacturière (métallurgie, chimie) au sud de l'Ukraine. Vladimir, ingénieur en électronique, travaille à l'Institut des sciences. Pour sa part, Lucie, son épouse, est professeure de piano dans une école de musique de la ville. Ils ont une fille, Irène, 10 ans. Après des années de paperasserie, en février 1991, ils arrivent dans un hôtel pour personnes immigrantes à Tel-Aviv, Israël, à la recherche de la liberté.

### LE QUOTIDIEN À TEL-AVIV

Les premiers jours sont euphoriques. «Nous sommes bien accueillis. Nous sommes émerveillés par les arbres, les édifices, la mer, l'expression sur les visages des gens. Tout est différent», rappelle Lucie. Une semaine après leur arrivée, elle enseigne déjà le piano, Vladimir trouve également un emploi dans sa profession. Ils gagnent bien leur vie et se font des amis-es.

Très rapidement aussi, les problèmes, affrontés au quotidien, s'accumulent et rendent la vie désagréable et l'avenir inquiétant.

Irène, à l'école, subit l'agressivité et le mépris des autres enfants: elle est russe. Elle pleure souvent et ne veut plus aller à l'école. Une élève de Lucie exige de changer de professeur, car Lucie est une russe et les russes sont des «hazirs», ces personnes qui mangent du porc et qui ne respectent pas le sabbat. Vladimir connaît aussi des problèmes semblables

au travail. «Pour vivre et connaître la liberté en Israël, il faut être un "vrai juif"», soutient Vladimir. Selon la loi, c'est l'origine de la mère qui détermine si on est juif ou non. Or Vladimir est né d'une mère ukrainienne et d'un père juif. La mère de Lucie est russe, son père ukrainien.

Lucie et Vladimir comprennent de mieux en mieux ce que leur avait dit un journaliste d'un quotidien de Tel-Aviv, trois jours après leur arrivée: «Les mariages mixtes, ici, c'est un problème. Je vous conseille de quitter Israël, car il n'y a pas d'avenir pour vous et votre enfant, ici.» Partir, pour aller où?

Une connaissance de la famille, arrivée à Montréal en juin 1992, suggère le Canada. Lucie, Irène et Vladimir arrivent à Mirabel à la fin d'août 1992.

### LE QUOTIDIEN À MONTRÉAL

Dans sa classe d'accueil, Irène rencontre une vingtaine d'élèves originaires de 15 pays. Elle apprend le français et veut aussi communiquer en créole, arabe et espagnol. Pendant ce temps, Lucie et Vladimir s'acharnent à maîtriser le français.

Dans les 50 appartements de l'édifice, les voisins sont Seychellois, Égyptiens, Canadiens, Pakistanais, Russes, Ukrainiens.

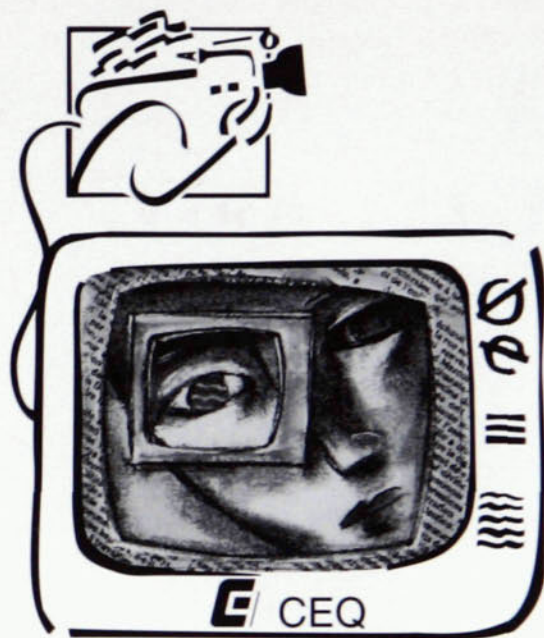


PHOTO PIERRE VIAU

«Sans travail ici, nous sommes pauvres. En Israël, nous gagnions très bien notre vie, dit Vladimir. Mais à Montréal, on respire la dignité, le respect, la liberté. Cela n'a pas de prix.»

Seront-ils acceptés comme réfugiés? Pourront-ils envisager enfin leur vie et celle de leur fille avec confiance? Leur histoire est encore bien courte. Pour oublier un instant leur insécurité, Vladimir, Lucie et Irène se rappellent souvent cette magnifique et froide journée de novembre à l'île Sainte-Hélène. «Nous donnions à manger à des dizaines d'écureuils», décrit Lucie. Vladimir de compléter: «nous nous réchauffions d'un petit coup de cognac et regardions Montréal.»

Bien sûr, il y aura des difficultés. Mais de voir Irène, joyeuse avec ses amis-es, fière de dire qu'elle est russe sans être méprisée, donne à Lucie et Vladimir cette étincelle dans les yeux, celle de l'espoir. Il serait bien temps. ↴



## Une bonne histoire

Coproduction CEQ / ICEA

**J**ulie, 30 ans, jeune réalisatrice de reportage télévisé, décide de quitter son emploi à la suite d'un différend avec son supérieur. Son reportage, portrait autocritique sur l'information dans les médias électroniques, a été jugé trop endormant pour être mis sur les ondes. Elle prépare donc, avec l'aide d'un collègue réalisateur, Paul, un nouveau reportage sur le même thème. Celui-ci ne sera pas endormant. Dans un style dynamique et vivant il pointe du doigt tous ces éléments qui font de l'information-spectacle un divertissement qui se donne la prétention d'informer.

## VIDÉO CEQ

C'est une autre manière pour la CEQ de mieux servir ses membres et de contribuer à la vie démocratique de notre société.

## La vie, c'est pas un clip

Production CEQ

**S**téphane a 16 ans. Il est en secondaire IV. Il s'ennuie. Son frère a lâché l'école pour aller faire un voyage en moto. Lui aussi décide de décrocher. Pour aller travailler. Mais voilà que, rendu sur le marché du travail, Stéphane découvre une réalité qu'il ne soupçonnait pas... Ce n'est donc pas « le meilleur des mondes » qui nous attend dès qu'on quitte l'école. Peu de temps après, son frère revient sans moto, plus tôt que prévu...



Un guide d'animation accompagne cette vidéo disponible aux tarifs habituels, auprès du Centre audiovisuel, Centrale de l'enseignement du Québec, 1170, boul. Lebourgneuf, bureau 300, Québec (Québec) G2K 2G1, tél. : (418) 627-8888 téléc. : (418) 627-9999.

---

Le mythe de la croissance infinie est aujourd'hui remis en question par l'accumulation des catastrophes ecologiques et l'expansion de la pauvreté dans le monde. Voilà où nous a conduit l'intérêt à court terme des employeurs, entraînant le gaspillage des ressources et de l'énergie, la piètre qualité des produits et des services, la précarisation d'une partie importante des emplois, et la concentration de plus en plus grande de la richesse.

---

# **S'impliquer dans l'organisation du travail, c'est travailler à relancer le progrès social**

---

Pour relancer le développement dans le sens du progrès social, il faut changer l'organisation du travail de façon à permettre aux travailleurs et travailleuses d'utiliser leur savoir-faire, leurs connaissances, leur créativité. C'est ainsi qu'on pourra le mieux rejoindre l'intérêt de la majorité pour un meilleur partage des emplois et de la richesse, pour des produits de qualité, des services de qualité, et des emplois socialement utiles.

---



*La Confédération des syndicats nationaux*  
1601 rue de Lorimier, Montréal, H2K 4M5